

que faire?

REVUE COMMUNISTE

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

LENINE, décembre 1906.)

--- Sommaire ---

NOS BUTS p. 1

EDITORIAL. — Vers le parti
unique p. 3

PROBLEMES ACTUELS. — La
Farce de la défense républi-
caine. — **BREVAL** p. 6
La « Troisième période » de
Trotsky. — **LENOIR** p. 14
La politique du P. C. et le chô-
mage. — **JEAN JACQUES** p. 16

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE . p. 20

SUR LE FRONT CULTUREL p. 23

REVUE DES LIVRES p. 26

PRIX

2^e année N^o 13 Janvier 1936 | fr.

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an 10 fr. Six mois 5 fr.

Etranger : — 18 fr. — 10 fr.

Abonnement de soutien : 20 fr.

POUR LES MANDATS

G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V^e

Chèque Postal Paris 1290-77

**ATTENTION ! CE QUI CONCERNE LA CORRESPONDANCE
DOIT ETRE ADRESSE :**

**QUE FAIRE ? -- IMPRESSIONS MODERNES
37, boulevard de Strasbourg, PARIS 10^e**

La Revue "Que Faire" se propose :

1° **QUE FAIRE ?** fondée et rédigée par des militants communistes, a pour but de défendre les principes du marxisme-léninisme, abandonnés par l'Internationale Communiste, et de travailler, sur cette base, à l'élaboration de la politique communiste qui seule peut mener le prolétariat à la victoire.

2° **QUE FAIRE ?** se propose, en particulier, d'étudier les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, partie intégrante de la révolution internationale, d'apprécier à la lumière du marxisme la vie politique et sociale de ce pays, d'analyser la crise du mouvement communiste français et mondial.

3° **QUE FAIRE**, née de la révolte contre le régime de bâillon imposé au parti communiste, se dresse contre un simulacre de démocratie, qui loin d'assurer l'unité d'action dans la lutte pour la révolution prolétarienne, a pour but d'empêcher les camarades, fidèles au communisme, de défendre la politique marxiste dans le Parti.

4° **QUE FAIRE ?** appelle tous les communistes, membres ou non du P. C., tous les révolutionnaires prolétariens à se grouper autour de cette revue, afin de lutter, au sein de leurs organisations, pour la reconstitution du véritable parti communiste, conformément aux principes constitutifs de l'Internationale Communiste, élaborés par Lénine.

5° **QUE FAIRE ?** demande à tous ses lecteurs de former des groupes d'amis de **QUE FAIRE ?** de collaborer avec la revue, de l'aider dans la mesure de leurs moyens.

La revue n'a d'autres ressources que celles provenant des cotisations de ses partisans. Elle adresse un pressant appel à tous ses amis pour qu'ils participent d'une manière régulière à sa souscription permanente.

NOS BUTS

La première période de « Que Faire ? », période de délimitation idéologique avec d'autres courants, est close. Nous commençons la seconde année de notre travail avec une nouvelle déclaration qui précise et clarifie nos idées (voir la seconde page de la couverture).

Il est facile de se convaincre en comparant les deux textes : l'ancien et le nouvel exposé de nos buts que le même esprit les anime, que les nouveaux cinq points ne font que développer les idées exprimées jusqu'à présent par la revue.

Un seul changement important doit être souligné. Dans la préface de notre numéro de lancement (novembre-décembre 1934), nous avons défini notre but : le redressement du parti communiste. Dans le même numéro l'idée est développée que le P. C. F. est un parti de la révolution prolétarienne, malgré ses fautes et ses faiblesses.

Les douze mois écoulés nous ont montré que le P. C. F. et l'Internationale Communiste ne sont plus des partis de la révolution prolétarienne, car ils ont abandonné les principes du marxisme-léninisme, en dehors desquels il ne peut y avoir de parti révolutionnaire du prolétariat. Les affirmations verbales de la fidélité au communisme ne peuvent changer ce fait que, d'après sa politique réelle, le P. C. s'inspire de l'idéologie réformiste. Il n'y a plus aujourd'hui en France de parti révolutionnaire du prolétariat — voici la constatation qui, après la déclaration Staline-Laval et la politique de réconciliation nationale du P. C. F., devient de plus en plus claire pour les révolutionnaires prolétariens.

Du même coup, le mot d'ordre de redressement du parti communiste perd son sens. Nous n'avons jamais eu d'illusions sur la possibilité d'une « réforme légale » du P. C., dans les cadres de son régime actuel. Mais dans la mesure où l'I. C. et le P. C. étaient ou semblaient être fidèles aux principes constitutifs de l'I. C., élaborés par Lénine, la lutte contre la direction apparaissait non pas comme une lutte pour un autre programme, pour d'autres principes, mais comme une lutte dans les cadres des MEMES PRINCIPES pour REDRESSER la tactique fautive, le régime d'organisation mauvais. Du moment où les événements arrachant le rideau de l'apparence ont montré que l'I. C. n'est plus une organisation marxiste, il ne s'agit plus de la redresser, mais de reconstituer le parti communiste véritable, le parti de la révolution prolétarienne.

Notre différence avec les partisans de la VI^e Internationale, se réclamant de Trotski, n'est pas que nous conservons des illusions sur l'I. C. actuelle qui continue non pas les traditions de la III^e, mais celle de la II^e ou 2^e 1/2 de Vienne. Nous ne nous faisons aucune illusion sur les vertus révolutionnaires de ses dirigeants. Mais nous considérons que la reconstruction du parti communiste — et comme une étape suivante la reconstruction de l'Internationale Communiste — ne peut s'effectuer en dehors des ouvriers organisés dans les partis communiste et socialiste. Le gros des ouvriers révolutionnaire de ce pays suit le parti communiste, une partie importante est groupée dans le parti socialiste ; enfin, des ouvriers révolutionnaires, on en trouve en dehors des deux partis. Le rôle des marxistes révolutionnaires est de travailler là où sont les ouvriers pour les amener aux idées du communisme de Marx et de Lénine. La création des noyaux révolutionnaires dans les organisations existantes pour propager les idées de la révolution prolétarienne, leur regroupement sur la base d'une plateforme marxiste claire — voici, selon nous, aujourd'hui, la voie vers la reconstruction du parti révolutionnaire du prolétariat, la condition indispensable de la victoire du prolétariat (1).

C'est à la réalisation de cette tâche que notre revue se consacre et consacra tous ses efforts. Nous appelons tous les révolutionnaires prolétariens, tous les communistes à nous aider et à se grouper autour de « Que Faire ? ».

LA REDACTION.

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

(Novembre-Décembre 1935.)

Bréval, 80 fr. ; Brizon, 60 fr. ; Gauthier, 50 fr. ; Lafont, 60 fr. ; Rochette, 50 fr. ; Robert, 30 fr. ; Spectator, 40 fr. ; Martin, 50 fr. ; Dorval, 20 fr. ; Guérard, 30 fr. ; Cercle n° 1, 150 fr. ; Cercle n° 2, 80 fr. ; cercle n° 3, 100 fr., liste de souscription n° 4, 45 fr. ; liste de souscription n° 5, 85 fr.

TOTAL : 930 francs. Total à ce jour : 1.455 francs.

(1) Voir notre réponse au camarade Valière et l'article de Bréval, n° 11 de « Que Faire ? ».

EDITORIAL

Vers le Parti Unique

Au cours de ces derniers mois, le rapprochement politique entre le parti socialiste et le parti communiste fut tel que l'on peut considérer l'unité virtuellement réalisée entre ces deux partis. Il est possible que des accidents ou des intérêts subalternes retardent encore de plusieurs mois la conclusion formelle de cette unité, mais d'ores et déjà l'essentiel est accompli.

Et l'essentiel, c'est qu'aucun désaccord politique de principe, c'est que rien de fondamental ne sépare plus le parti communiste du parti socialiste. Dans toutes les questions essentielles de la politique, ils agissent de façon analogue : à la façon réformiste.

L'un comme l'autre, les deux partis sont pour la « défense de la démocratie bourgeoise contre le fascisme » par la collaboration avec la bourgeoisie libérale — notamment sous la forme de son parti radical, pour la solution de la crise dans le cadre du régime capitaliste, pour considérer que dans la période présente la question de la révolution prolétarienne n'est pas à l'ordre du jour, pour une politique de pacifisme petit-bourgeois, etc. Et bien souvent, ce n'est pas le parti communiste, qui des deux, pratique dans ces domaines concrets la politique la moins réformiste. C'est cela qui constitue le contenu réel de la Charte d'Unité.

Les désaccords qui subsistent encore sont d'ordre secondaire et peuvent se résumer en deux points : D'abord, l'attitude à observer vis-à-vis de l'U. R. S. S. Les dirigeants communistes veulent obtenir le maximum de garantie en ce qui concerne la politique que le « parti unique » mènera vis-à-vis de l'U. R. S. S. Certes, la direction du parti socialiste a déjà donné des « gages » de sa bonne volonté en ne donnant systématiquement aucune nouvelle collective de l'U. R. S. S., mais la direction du parti communiste voudrait davantage ; elle voudrait obtenir de la part de ses « frères » Blum, Ziromski, Lebas, la reconnaissance formelle de l'U. R. S. S. comme Etat socialiste et même le désaveu de certaines formules autrefois employées par ces ex- « social fascistes » de frères, et la condamnation de la politique antisoviétique de certains autres partis de l'I. S. O. D'où marchandage.

Un deuxième marchandage se déroule autour de la question du régime intérieur du futur parti unique. Les dirigeants socialistes s'évertuent à faire comprendre aux dirigeants communistes que la démocratie purement formelle qui existe dans leur parti actuel permet de paralyser suffisamment les courants révolutionnaires prolétariens, et qu'il n'est pas besoin d'inscrire dans la charte des restrictions trop voyantes et qui pourraient être gênantes au droit de libre discussion. Mais Thorez, Gitton, Duclos et Cie sont inquiets, ils veulent davantage de garanties, ils savent que ce n'est qu'au prix d'un régime de baillon perfectionné qu'ils ont pu jusqu'à présent empêcher l'expression de la base révolutionnaire du parti communiste. Mais là non plus ils ne sauraient se heurter à une résistance totale de la bureaucratie socialiste. Déjà ils ont obtenu des gages réels dont ils se sont d'ailleurs réjoui bruyamment, lorsque, par exemple, le Comité national mixte exclut des jeunes révolutionnaires des rangs des Jeunesses socialistes ou lorsque tout récemment la direction du parti socialiste chassa les trotskistes.

Dans chacun des deux partis des courants révolutionnaires existent, et ils sont placés devant un problème concret : quelle attitude convient-il d'avoir devant cette fusion prochaine ?

Répondre que l'on ne veut pas de cette unité organique réformiste qui se prépare, mais que l'on veut un parti révolutionnaire bâti sur le roc des principes marxistes-léninistes, c'est formuler un but juste, c'est montrer que la véritable unité du prolétariat ne peut être réalisée que dans la pratique réelle d'une politique révolutionnaire. Mais cette réponse ne suffit pas. Plus exactement, ce n'est pas répondre à la question actuelle qui est posée par le déroulement de la vie politique. C'est esquisser la tâche qui incombe aux marxistes révolutionnaires qui ne veulent pas seulement prêcher des vérités générales, mais qui doivent montrer à **chaque pas** ce qu'il faut faire.

Reconstruire un véritable parti révolutionnaire du prolétariat, certes ! Mais se **borner** actuellement à lancer ce mot d'ordre équivaut à formuler un souhait pieux accompagné de justes malédictions véhémentes, mais inoffensives, contre l'unité des social-réformistes, au lieu de montrer par quel chemin il faut passer pour reconstruire un tel parti, même si ce chemin est en lacets et passe par une fusion effectuée sur une base opportuniste. C'est sauter par-dessus la difficulté. Mais sauter **seul**, sans être suivi par les masses révolutionnaires qui sont encore, qu'on le veuille ou non, sous l'emprise des deux partis, socialiste et communiste. Et c'est en définitive se trouver dans la posture ridicule et impuissante du prêcheur dans le désert.

Pas davantage, nous ne sommes de ceux qui font de l'unité un fétiche, qui souhaitent l'unité quelle qu'elle soit, qui pen-

sent que la fusion du P. C. et du P. S. sera la panacée et la forme enfin trouvée pour conduire le prolétariat à la victoire.

Nous considérons cette fusion sur une base réformiste comme un grave recul par rapport au congrès de Tours de 1920. Nous ne saluons pas cette unité-là, mais nous constatons qu'elle entraîne la quasi unanimité du prolétariat révolutionnaire de France, et que, par conséquent, il s'agit, pour les marxistes révolutionnaires qui ne sont qu'une poignée, d'y travailler de l'intérieur et d'utiliser les possibilités qu'elle offre pour guider patiemment les masses révolutionnaires qu'elle englobera vers la reconstitution d'un véritable parti révolutionnaire du prolétariat. Nous considérons cette fusion comme une sorte de « moindre mal », dont l'aspect positif le plus certain est qu'elle permettra plus facilement d'ouvrir les yeux à des masses d'ouvriers révolutionnaires actuellement imbus de l'idée que l'Unité est le remède souverain et infaillible.

Lorsque les masses s'apercevront que l'unité faite sur une base réformiste ne résoud aucun des problèmes concrets de la lutte de classe dans l'intérêt du prolétariat, elles comprendront qu'il faut autre chose. Et si à ce moment elles trouvent, non pas loin d'elle et drapés dans un splendide isolement, mais à leurs côtés, dans leurs rangs, les militants marxistes-léninistes qui n'auront cessé de les mettre en garde, la tâche de la reconstitution du parti révolutionnaire sera autre chose qu'un souhait pieux.

La voie est dure. Elle sera décevante pour les fétichistes de l'Unité qui s'effrayeront d'une nouvelle scission que les événements rendront inéluctable. Elle paraîtra indigne pour les révolutionnaires impatientes. Mais elle est la seule praticable.

Et si l'on nous dit : « Ne voyez-vous donc pas que la fusion du parti socialiste et du parti communiste risque de se faire **contre** les courants révolutionnaires existants ? » Nous avons déjà montré que nous le voyions fort bien et nous ajouterons qu'il n'y a pour palier ce danger qu'à lutter.

A lutter dès maintenant, sans perdre un instant, pour le renforcement et la coopération des courants marxistes révolutionnaires. Ce qui signifie défendre une politique révolutionnaire telle que, par son sérieux, elle impose le respect aux travailleurs révolutionnaires avant même qu'elle n'arrive à les conquérir complètement. Mener une politique marxiste exempte de ce verbalisme révolutionnaire, de cet ultimatum vaniteux qui fournissent tous les prétextes possibles aux dirigeants réformistes pour jeter sur les marxistes révolutionnaires le discrédit et la calomnie.

Si ces luttes sont menées avec succès, alors les conditions seront les plus favorables à la reconstruction du véritable parti révolutionnaire, seul capable de mener le prolétariat à la victoire.

QUE FAIRE ?

PROBLEMES ACTUELS

La farce de la Défense Républicaine

« A la farce du coup d'Etat monarchiste correspond la farce de la défense républicaine. »

Rosa LUXEMBOURG.

A chaque fois que l'on critique la politique des dirigeants du Front Populaire du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, on répond invariablement : « Que voulez-vous ? Il fallait et il faut encore sauver la République contre le danger fasciste imminent et redoutable qui la menace ». Que ce soit au Comité central du 17 octobre ou dans « L'Humanité », dans les discours de Manouïlski ou dans le rapport de Dimitroff. C'est un leit motiv. Toute la politique de Thorez, Duclos et Cie repose sur cette affirmation : « Dans la situation actuelle, la classe ouvrière n'est pas placée devant la question : démocratie bourgeoise ou dictature prolétarienne, mais devant la question : démocratie bourgeoise ou fascisme ». C'est pourquoi, ajoutent-ils, le prolétariat doit lutter pour le maintien de la « démocratie bourgeoise », pour la sauvegarde des « institutions républicaines ».

Démocratie bourgeoise ou fascisme, voilà à leurs yeux le dilemme qui explique tout, justifie tout, qui exige la collaboration du prolétariat avec les partis bourgeois (radicaux et autres) sur la base d'un programme commun acceptable et accepté par ces partis, dit programme du front populaire...

Si vous pouvez trouver autant de fois que vous le voudrez la répétition de cette idée dans la presse officielle communiste, en revanche vous n'en trouverez nulle part la moindre démonstration.

Et l'on arrive ainsi à cette première constatation que cette affirmation fondamentale ne s'appuie sur aucune analyse concrète de la situation en France, qu'aucune tentative d'analyse de ce genre n'a été entreprise par les dirigeants du P. C. F.

Aussi le devoir de tout marxiste est-il d'essayer de voir dans quelle mesure au cours des années 1934-35 la « République » a été menacée par le fascisme ou, en d'autres termes, de voir quelles sont en France les forces de ce dernier.

LES « LIGUES » SANS APPUI DANS LES MASSES

Comment ? vous mettez en doute la force du danger fasciste en France ? Vous ne savez donc pas qu'une armée de croix de feu, sans parler des autres francistes ou camelots du roy, armés de revolvers, motorisés, équipés avec des avions et des mortiers Brandt est prête à « étrangler la gueuse » ? Avez-vous oublié la journée du 6 février où trente à quarante mille manifestants dont beaucoup armés de revolvers et de rasoirs au bout des cannes essayaient de forcer les barrages de la garde mobile qui protégeaient le Palais Bourbon ? Cela n'est pas de la fantaisie !

Nous savons tout cela et nous n'avons rien oublié. Mais nous savons aussi

QUE FAIRE ?

que l'A B C du marxisme exige avant tout, lorsque l'on apprécie une situation concrète, que l'on tienne compte du rapport réel des forces de classes antagonistes et qu'on ne se laisse pas hypnotiser et affoler par des chiffres donnés sur les effectifs des bandes réactionnaires armées, au point de ne pas voir quelle est l'influence sociale et la base de masse véritable de ces bandes, dans l'ensemble du pays, et quelles sont, en revanche, les forces sociales réelles qui leur sont opposées.

Même s'il y avait quelques centaines de milliers de membres des ligues et même s'ils étaient armés, ils ne pourraient pas constituer l'appui social suffisant pour un gouvernement fasciste. Pour avoir des possibilités de vivre, le fascisme, comme d'ailleurs n'importe quel gouvernement, doit s'appuyer, dans la société bourgeoise moderne, sur certaines classes de la population. Les fascistes cherchent à s'appuyer dans ce but sur les larges masses de la petite bourgeoisie et le seul moyen de se faire une idée juste de leur force, c'est de voir quelle est leur influence réelle dans cette masse petite bourgeoisie. Toute autre méthode qui, au lieu de chercher à supputer l'importance de cette influence, se baserait sur tels ou tels incidents de la vie parlementaire ou sur telle ou telle manifestation ou raid de croix de feu, ne serait que de l'impressionnisme petit bourgeois. On peut et on doit à juste titre soulever l'indignation de la classe ouvrière et la mobiliser pour la riposte lorsqu'une bande de « dispos » assassinent des travailleurs, mais on ne peut pas se baser essentiellement là-dessus pour en déduire une appréciation des forces réelles du fascisme.

Si le 6 février 1934 le fascisme a pu paraître menacer sérieusement le régime parlementaire bourgeois, c'est parce qu'il avait à ce moment l'appui des masses petites bourgeoises dans la capitale.

L'affaire Staviski surgissant fournit un prétexte excellent aux éléments les plus réactionnaires du grand capital pour conjurer les mouvements de mécontentement des petits bourgeois, les unifier, les orienter dans le sens du coup d'Etat.

Et cependant, malgré la victoire obtenue par ces éléments en renversant le lamentable gouvernement Daladier, la faiblesse des ligues apparaît aussitôt. Leur influence de masse est minime en province. Elles sont dans l'impossibilité de faire accéder au pouvoir le « gouvernement provisoire » qu'elles méditaient et contraintes de recourir au compromis : le gouvernement Doumergue-Herriot. La riposte spontanée des masses ouvrières qui s'impose malgré la politique absurde de la direction du P. C. et en dépit de la politique réformiste et timorée des dirigeants socialistes et confédérés, fait éclater la disproportion flagrante dans le rapport entre les forces ouvrières et démocratiques, d'une part, et les forces des ligues de l'autre. Dès le 12, il s'avère que les ligues sont isolées dans la masse de la population laborieuse. A partir de ce moment, aucun danger fasciste ne menace plus sérieusement la république bourgeoise. Plus les semaines s'écoulent et plus le rapport des forces augmente au profit des masses ouvrières et de la démocratie petite bourgeoisie.

De mars à juillet 1934, toutes les tentatives fascistes de développer leur influence dans la province qui est leur point faible, sont brisées par autant de ripostes spontanées des masses. A chaque tentative de meeting ou de manifestation des Henriot, de la Rocque, Jean Renaud, Taittinger, les pavés sortent des chaussées et s'élèvent en barricades, les ouvriers armés de tout ce qui leur tombe sous la main corrigent d'importance les ligards et phalangiers, malgré l'intervention de la police et de la garde mobile.

Avec le lamentable fiasco de la « journée du 8 juillet 1934 » la crise dans les organisations d'anciens combattants au Conseil National de leur confé-

qu'il n'y a plus qu'à la tactique du F.P. C'est le courant d'unité ouvrière qui amènera la masse petite-bourgeoise à lâcher le fascisme.

dération qui rassemble les représentants de 3.200.000 anciens combattants et qui se prononce contre les décrets-lois (Herriot-Doumergue) c'est la preuve de l'impuissance des ligues à organiser un mouvement de masse sur lequel elles pourraient s'appuyer pour développer une politique fasciste.

Au cours du second semestre de l'année 1934 et du premier semestre 1935, la faiblesse et l'isolement des ligues sont vérifiés à chaque pas. Les élections cantonales montrent que le pays ne veut rien savoir des « nouvelles » méthodes et que, d'une façon aveuglante, il s'en tient aux anciens cadres de lutte avec un léger déplacement « à gauche ». Le lamentable départ de Doumergue, les élections municipales, les élections législatives partielles, etc... l'ont confirmé surabondamment.

Le même phénomène se répète, la même faiblesse se vérifie, dans la masse des petits commerçants, avec l'effondrement du mouvement fascisant des contribuables, dans la masse paysanne des provinces touchées par la démagogie agrarienne qui se sépare, quoique plus lentement, des éléments fascisants à la Dorgère.

Les vieilles forces réactionnaires se divisent et par conséquent s'affaiblissent, cependant que grandissent les courants ouvrier et petit bourgeois démocratique.

En cela, en cette faiblesse de base de masse et en ce véritable déplacement du rapport des forces sociales, consiste l'échec véritable de la tentative fasciste. Celle-ci a pu, bénéficiant de circonstances momentanées, viser pendant quelques jours au coup d'Etat ; mais même à son point culminant, le 6 février, le fascisme n'a pas la force suffisante pour changer la forme du régime bourgeois démocratique.

UN DILEMME INEXISTANT

Que les dirigeants du front populaire ne viennent pas maintenant se prévaloir de cet échec infligé aux ligues ! Qu'ils ne viennent pas maintenant raconter en politiciens suffisants et satisfaits que cela est leur œuvre ! Ce n'est pas grâce à leur politique, c'est en dépit de leur politique et contre elle que ces résultats décisifs furent obtenus.

Et s'ils ont l'impudence après la bataille que les masses ont livrée sans eux et même contre leur politique, de venir poser en stratèges victorieux, il est, hélas ! trop facile de leur mettre la figure dans leurs exploits. Les Frot, Daladier, Cot et autres paradeurs du 14 juillet 1935 s'effondraient tremblant et sanglotant devant les ligues pendant les journées de février. Les dirigeants officiels du parti socialiste, si l'on en excepte quelques militants de la Fédération de la Seine plus liés aux masses, luttèrent contre le courant de front unique, prêchaient le calme et la dignité. Les dirigeants de la C. G. T., s'ils lançaient le mot d'ordre de grève générale, n'ont rien fait pour la préparer et l'organiser sérieusement. Si la réaction avait plus de force, les Jouhaux-Belin se seraient écroulés comme les Jouhaux allemand et autrichien. Quant à la direction du parti communiste, chacun peut vérifier aujourd'hui à quel degré y régnait l'incohérence, l'absurdité, l'affolement, rien qu'en relisant les numéros de « L'Humanité » de février 1934.

Tous, jusqu'en juin 1934, résistèrent de toutes leurs forces au courant d'unité d'action ouvrière qui grossissait impétueusement sous leurs yeux contre les ligues. Tous se trouvaient chaque matin surpris par les masses qui, de Roubaix à Toulouse et de Cannes à Lorient, se battaient sans la moindre instruction du contre et infligeaient aux ligues échec sur échec.

Après avoir été bousculés, submergés, par le courant antifasciste et quand la bataille fut parachevée, ils se décidèrent enfin à se laisser porter par le

courant avec des airs daugures, de tacticiens subtils et de triomphateurs glorieux et se décidèrent enfin à proposer le « front unique à tout prix » sous la forme opportuniste du pacté, et travaillèrent à canaliser le mouvement prolétarien vers le marais parlementaire du front populaire avec le cher président Herriot.

Enfin, un an et demi après que la république bourgeoise fut mise hors d'atteinte des ligues par l'action directe du prolétariat, ils s'alarment tout à coup, lancent bravement le mot d'ordre : « Défense de la République » et de la « Délégation des Gauches ».

Au drame joué par le prolétariat succède la farce jouée par les héros parlementaires du front populaire.

La faiblesse insigne des ligues, visible à la seule condition d'analyser les véritables rapports des forces de classes (1) devait éclater à tous yeux plusieurs mois après, en cette mémorable séance parlementaire du 6 décembre, où les hommes commis par les trusts au gouvernement, et Laval le tout premier, ont compris qu'il était impossible de s'appuyer davantage sur des ligues qui n'étaient plus que le fantôme du mouvement réactionnaire fasciste du 6 février 1934. Ils leur ont eux-mêmes porté le coup de grâce parce que les ligues ne s'appuyant plus sur aucun mouvement sérieux des masses petites bourgeoises, ne pouvaient même plus servir de béquille de secours à droite, cependant que l'appui gouvernemental principal devenait le parti radical et les masses sur lesquelles il s'appuie, c'est-à-dire même le front populaire dans la mesure où celui-ci est sous l'hégémonie du parti radical.

Il est intéressant de voir comment les plus intelligents et les plus sérieux parmi les publicistes attachés au service des grands trusts réactionnaires, tel Buré et Romier, constatent qu'il était temps de brider ce qui n'était plus depuis longtemps qu'un nationalisme caricatural et démagogique (« Ordre » du 9 décembre), ces ligues qui ne correspondaient plus à la température réelle de la masse (« Figaro » du 9 décembre). La faiblesse des ligues et leur isolement se sont avérés tellement grands qu'elles n'ont même pas été capables d'organiser une protestation de masse tant soit peu importante après le 6 décembre.

Le mouvement des ligues de 1934-1935 ne menaçait pas davantage la démocratie bourgeoise que la Ligue des Patriotes Déroulède-Guérin en 1899. Et de même que Rosa Luxembour analysant la situation en France en 1900 pouvait dire que « le danger monarchiste était plutôt un fantôme qu'une réalité », nous pouvons dire en fin 1935 que le danger fasciste a été jusqu'à présent en France plus un fantôme qu'une réalité, non plus sans doute l'ombre de Napoléon III et de son 2 décembre se profilant encore sur les premières décades de la III^e République, mais plutôt l'illusion que l'ombre d'Hitler se profilant au-dessus du Rhin peut décider de l'issue des luttes de classes en France.

Aussi s'effondre la base fondamentale sur laquelle s'édifiait toute la politique du front populaire.

Aujourd'hui, le dilemme : démocratie bourgeoise ou fascisme, n'est pas en

(1) Rappelons que dès son premier numéro de novembre-décembre 1934, notre revue « Que Faire ? » avait de la façon la plus nette, marqué cette faiblesse des ligues et mis en garde contre les illusions qui présentaient le danger fasciste comme une menace imminente. (Voir notamment l'article du camarade Garnier : « Y a-t-il un mouvement fasciste en France ? ».)

jeu. Il est inexistant en fait depuis les lendemains du 12 février 1934. L'impuissance des ligues était manifeste bien avant la création du front populaire. Aussi ne peut-on que se moquer quand les héros parlementaires du front populaire viennent maintenant raconter que c'est leur politique qui est à l'origine de cette impuissance. Parce que la faiblesse des ligues n'est apparue de façon éclatante sur le plan des débats parlementaires qu'en décembre 1935, il n'en faudrait pas conclure, en effet, qu'elle ne date que de ce moment. Les débats factices du monde parlementaire n'ont fait qu'enregistrer et consacrer un phénomène déjà ancien qui s'était passé dans le monde réel, de même que l'astronome dans son observatoire n'enregistre qu'aujourd'hui une perturbation astronomique produite en réalité depuis longtemps.

UNE FARCE... MAIS UNE FARCE TRAGIQUE

Dans le cas où la République aurait été menacée par le fascisme — et ce n'a pu être le cas, en réalité, que dans les journées des 6 au 12 février 1934 — le modèle de la tactique à suivre a été donné par Lénine qui, prévoyant en 1917 le cas où Kornilof menacerait le gouvernement Kérenski, disait, en prévision de cet événement :

« Dans ce cas, nos ouvriers, nos soldats, combattront les troupes contre-révolutionnaires si celles-ci prennent l'offensive contre le gouvernement provisoire, mais ce ne sera pas pour défendre le gouvernement... Ce sera pour défendre la Révolution en s'inspirant de leurs propres principes, en poursuivant leurs propres fins... Et le bolchévik dira au menchévik : Nous nous battons, naturellement, mais nous ne consentirons à aucune alliance politique avec vous, nous ne consentirons pas à vous accorder la moindre confiance. » (Œuvres complètes, tome XXI, page 114.)

Et lorsque l'événement prévu se réalise, Lénine précise la même ligne :

« Nous faisons et nous continuerons à faire la guerre à Kornilof, comme les troupes de Kérenski, mais nous ne soutenons pas Kérenski, nous dévoilons au contraire sa faiblesse... nous le combattons maintenant d'une autre façon, en soulignant aux yeux du peuple (qui combat Kornilof) la faiblesse et les hésitations de Kérenski. Nous le faisons déjà auparavant, c'est maintenant devenu le principal. » (Œuvres complètes, tome XXI, page .)

Or, chacun voit que cette tactique léniniste (dans ces moments bien particuliers où la démocratie bourgeoise est menacée), tactique que toujours les communistes ont approuvée comme étant la seule juste, est à l'inverse de celle menée par la direction du P. C. qui, elle, couvre, au contraire, Herriot et les radicaux, les soutient, proclame sa sympathie pour le « grand parti radical », interdit à ses membres les attaques et la dénonciation du parti radical.

Donc, même dans le cas où le dilemme : démocratie bourgeoise ou fascisme, aurait été juste, la tactique du P. C. serait fautive.

Et pendant des mois, à la farce du « danger fasciste » a correspondu la farce de la « défense républicaine ». La farce continue aujourd'hui encore de plus belle malgré que les faits aient vérifié et archi-vérifié son imposture.

Dès après le 6 février 1934 un véritable parti du prolétariat aurait pu engager avec de grands succès les masses dans la voie d'une politique prolétarienne indépendante. Mais un parti sans direction marxiste était incapable d'avoir une ligne juste... Et la glissade dans la voie petite bourgeoise était facile. En effet, toute la tradition d'un demi-siècle de l'histoire de la III^e République poussait à la reconstitution du vieux bloc des « rouges contre les blancs ».

Aussi est-ce dans cette ornière traditionnelle que les directions du parti

communiste et du parti socialiste liées dans un « comité de coordination » imbu d'esprit petit bourgeois, devaient, avec des cris de joie et de victoire, faire verser le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

Si du point de vue logique la défense d'une démocratie bourgeoise qui n'est pas menacée est une bouffonnerie, du point de vue des intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière c'est un drame.

C'est le propre du démocrate petit bourgeois de croire en la bourgeoisie quand elle dénonce à grands cris le péril de la « contre-révolution de droite ».

En brandissant et grossissant devant les masses l'épouvantail du fascisme, les chefs du front populaire se sont efforcés de les détourner de la lutte contre l'ennemi véritable, le bloc bourgeois radicalo-réactionnaire qui, lui, mettait ce temps à profit pour faire les poches et passer le carcan à la classe ouvrière.

C'est la victoire de la liberté, déclamaient les dirigeants du front populaire en mai 1935. Et la bourgeoisie instaurait la loi de deux ans.

C'est le triomphe du front populaire, clamaient tous les journaux de gauche au lendemain du 14 juillet, et la bourgeoisie prélevait des milliards dans les poches des travailleurs.

Dissolvez les ligues fascistes ! hurlaient « L'Humanité » et la bourgeoisie raffermissait les chaînes de la classe ouvrière en promulguant les décrets-lois répressifs et superscélérats de novembre.

Finalement, dans un grand mouvement d'enthousiasme où Ybarnegaray, Blum et Thorez rivalisèrent à qui sera plus que l'autre « partisan de la réconciliation française », permettant ainsi à toute la presse bourgeoise de glorifier cette sublime séance d'union sacrée, toutes les gauches, grâce à l'impulsion vigoureuse des parlementaires communistes, votent un texte de loi qui permettra au ministre bourgeois de dissoudre par simple décret toutes les organisations qui... « porteront atteinte à la forme républicaine du régime ou à l'intégrité du territoire », c'est-à-dire toutes les organisations révolutionnaires qui, en effet, veulent « attenter au régime », à sa forme comme à son fond, et toutes les organisations des nationalités opprimées par l'impérialisme qui veulent librement disposer d'elles-mêmes !

Toutes proportions gardées « la journée des dupes » du 6 décembre 1935 rappelle étrangement la « journée des dupes » du 6 février 1934. A la comédie de la réconciliation à droite répond la comédie de réconciliation nationale à gauche. Le dégonflage lamentable de de la Rocque effrayé par les répercussions de son coup du 16 novembre à Limoges n'est qu'une pâle reproduction de la capitulation honteuse des grands hommes de la défense républicaine — Daladier et Frot — le 7 février 1934.

Les troupes du Front National se ruant, sous la direction des Topaze de l'Hôtel de Ville de Paris, à la défense de la propriété et de la justice, trouvent leur pendant dans les troupes du Front Populaire suivant avec enthousiasme, pour combattre les « deux cents familles », Herriot et Paganon, ministres de Laval, collaborateurs de Denain et de Fabry, responsables du sang ouvrier versé à Brest et Toulon.

Les vingt-deux mois qui séparent ces deux « journées des dupes », c'est l'histoire de l'écroulement de deux fantômes qui occupaient l'avant-scène politique : le fascisme et la défense républicaine.

Le 6 février, les ligues se proclament représentantes de la « nouvelle France », prêtes à finir avec le parlementarisme vétuste, avec tous les politiciens, avec les intrigues et les manœuvres de couloirs. Elles réussissent à hisser au pouvoir l'équipe Doumergue-Herriot à la place de celle de Daladier-Fabry. Comme la suite des événements l'a montré, les ligues, loin de représenter une force indépendante, n'avaient aucun soutien sérieux dans les masses

et ne jouaient que le rôle d'un moyen de chantage et de pression des oligarchies financières. Loin d'être les prisonniers des ligues, comme le criaient sur tous les toits les dirigeants du Front Populaire, Laval-Herriot en étaient les maîtres.

A chaque coup tiré à blanc contre le danger imaginaire du fascisme correspond un coup tiré à balle contre les intérêts de la classe ouvrière et les libertés démocratiques.

Non seulement les masses travailleuses sont à chaque coup battues et baffouées, mais encore on leur fait crier des « hourrah » de victoire !

Le bilan de toute cette politique n'est pas l'amoindrissement du danger des ligues qui ne constituaient plus aucune force politique réelle, aucune menace véritable depuis le 12 février, le bilan de cette politique c'est l'affaiblissement des positions de la classe ouvrière, c'est le renforcement réactionnaire du pouvoir de la bourgeoisie.

C'est le raffermissement de Laval et surtout du parti radical que les dirigeants communistes interdisent de critiquer. Et l'on assiste à cette honte que lorsqu'un réformiste comme Lebas marmonne quelques protestations contre le parti radical, c'est Duclos qui vole au secours de ce dernier et morigène son « frère » Lebas dont les critiques sont pour le moins inopportunes et risquent d'indisposer les amis radicaux.

Le Front Populaire est devenu un but en soi. Le tout c'est de l'élargir jusqu'à Bonnevey ; que dis-je Bonnevey ! jusqu'à Flandin et plus loin encore vers ces braves et bons conservateurs des institutions républicaines et de la Constitution de 1875. Tout ce qui risquerait de séparer les dirigeants communistes de leurs amis Herriot, Bonnevey et Cie. tout ce qui risquerait d'affaiblir la « majorité gauche » de la Chambre enfin révélee (sic !), même si c'est l'intérêt majeur de la classe ouvrière, devient blâmable et néfaste. L'essentiel est, nous dit Duclos dans « L'Humanité » du 9 décembre, d'avoir réussi à dégager une puissante majorité à la Chambre des Députés.

En freinant la lutte de classe contre le militarisme, contre les deux ans, contre les décrets-lois, en calomniant les révoltés de Brest et de Toulon, en réalisant l'unité syndicale sur la base du réformisme, en désorientant la classe ouvrière, en glorifiant et renforçant les nobles institutions républicaines, l'armée républicaine, la garde mobile républicaine, la Constitution de 1875, en jetant le prolétariat dans les bras de la bourgeoisie libérale, en travaillant à étouffer ainsi sa conscience de classe, la politique des dirigeants du Front Populaire a rendu plus difficile encore pour l'avenir la lutte révolutionnaire dont les sous-produits sont les libertés démocratiques et les réformes sociales.

La politique que les dirigeants communistes du Front Populaire prétendaient être réaliste, s'est révélée ce qu'elle était, réaliste sans réalité, possibiliste sans possibilité, réformiste sans réforme, républicaine sans libertés démocratiques, aboutissant en revanche au conservatisme réactionnaire.

LE VERITABLE PROBLEME

Les questions qui dominent **réellement** la vie politique et sociale du pays, qui doivent préoccuper, en premier lieu, les ouvriers, ce n'est pas le danger imaginaire d'un coup d'Etat fasciste, c'est la politique du bloc radicalo-réactionnaire. Les questions du chômage qui s'aggrave, de la vie chère, de la misère croissante des travailleurs, la ruine des petits commerçants, la crise agricole, la superfiscalité liée à la nouvelle course aux armements, voici quelques-uns des problèmes les plus angoissants de l'heure.

Les partis de la bourgeoisie de Daladier à Tardieu ont une réponse à tout

cela : sauver le régime d'exploitation capitaliste, assurer les « profits raisonnables » aux capitalistes, rejeter les « sacrifices » de la crise sur les travailleurs. Dans ces questions essentielles, les gouvernements Doumergue, Flandin, Laval ne font que continuer la politique des gouvernements de gauche de Herriot, Paul-Boncour, Daladier. Les décrets-lois de Doumergue-Herriot et de Laval-Herriot, c'est l'œuvre commune de toute la bourgeoisie, de toutes ses fractions. Les mesures de réaction sociale et politique qu'elles contiennent, n'ont d'autre but que d'empêcher les ouvriers de lutter contre la politique antiouvrière des agents de « deux cents familles au pouvoir ». Les querelles sordides autour de la question du franc, déflation ou dévaluation, ne touchent en rien le fond de cette politique, les ouvriers perdant aussi bien avec le franc à quatre sous qu'avec le franc éventuel à trois ou deux sous.

Les dirigeants communistes et socialistes « indissolublement liés » aux radicaux, à la bourgeoisie de gauche, ne peuvent pas organiser une résistance sérieuse à cette politique. Il s'agit ici d'une question de classe. Si l'on se pose comme but la « Réconciliation Française », la sauvegarde de l'unité du Front Populaire, l'unité avec la bourgeoisie, l'intégrité du franc, le parlementarisme bourgeois, l'ordre public, la constitution de 1875, on est amené inévitablement à sacrifier les intérêts du prolétariat, à devenir des artisans de « la solution capitaliste de la crise ».

Les intérêts du prolétariat exigent une politique opposée. Il y a un an nous avons posé dans « Que Faire ? » la nécessité de la lutte pour un programme d'action révolutionnaire, idée défendue également par d'autres groupements. La réalité capitaliste, la crise sans exemple, la misère qui dépasse toutes les limites, tout cela met le socialisme à l'ordre du jour. Seul le passage aux formes socialistes de production et de répartition des richesses peut résorber le chômage, résoudre la crise agricole, empêcher le retour de nouvelles calamités économiques, de nouvelles guerres. Mais le socialisme ne peut être réalisé si l'Etat bourgeois est maintenu. Seul le prolétariat au pouvoir peut mettre à exécution le programme socialiste. Ce n'est pas la question de l'avenir lointain, il s'agit de concentrer tous les efforts des ouvriers révolutionnaires pour entraîner les couches laborieuses les plus larges dans cette voie. La société capitaliste est plus que mûre pour cette opération indispensable qui seule peut sauver l'humanité des hécatombes de la guerre, des hécatombes non moins effroyables du chômage et de la crise. Il faut opposer aux décrets-lois la lutte ouvrière pour un programme d'action révolutionnaire. La propagande pour le socialisme, pour un programme concret de mesures transitoires vers le socialisme dont l'essentiel est le contrôle ouvrier sur la production et la nationalisation des banques, la préparation des forces ouvrières en vue de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, voici la tâche la plus pratique, la plus réaliste pour des prolétaires révolutionnaires en face de la situation actuelle.

Si le parti communiste était communiste autrement que par son seul titre, mais en fait, c'est cette question qui devrait figurer à la tête de l'ordre du jour de son 8^e Congrès convoqué à Villeurbanne le 22 janvier. Les dirigeants petis-bourgeois du Parti ont d'autres préoccupations. Que vaut la lutte pour le socialisme, la lutte pour les intérêts de la classe des ouvriers en face de l'unité du parti radical, de la délégation des gauches, de la réconciliation française ? Nous appelons tous les communistes fidèles à la doctrine communiste, et ils sont nombreux dans le Parti, à s'opposer, à l'occasion du Congrès, à la politique criminelle de la direction qui transforme les ouvriers en queue de la bourgeoisie, d'y opposer la lutte pour la solution révolutionnaire de la crise, pour le socialisme.

La troisième « période » de Trotsky

Pendant des années, la direction du Parti Communiste avait une seule réponse à toutes les questions : « front unique par en bas, constitution des comités d'action élus par les ouvriers, en dehors et contre les dirigeants réformistes ». En 1934, après la faillite de cette politique, que les marxistes révolutionnaires ont combattue et dénoncée, le camarade Trotsky a joué le rôle de premier plan dans la lutte contre cette politique sectaire et anarchisante, l'Internationale Communiste a été obligée de l'abandonner.

Et voici que les comités d'action ressuscitent, cette fois non pas dans « l'Humanité » ou dans les « Cahiers du Bolchévisme », mais dans l'organe des trotskistes, « La Vérité ». Dans le N° 253 de « La Vérité » du 13 décembre 1935, le camarade Trotsky développe la nouvelle théorie des comités d'action.

Il considère qu'on ne peut sauver la situation « que si l'on aide les masses en lutte... à créer un nouvel appareil qui réponde aux nécessités du moment. Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat si on les avait appelés à le faire ». De même à Limoges où dans les casernes lors de la lutte contre le « rabiote ». Les comités d'action apparaissent « comme le seul moyen de briser la résistance antirévolutionnaire des appareils des partis et des syndicats ».

Qui doit constituer ces comités d'action ? « Ne peut construire les comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de **libérer les masses** de la **direction traître des social-patriotes** ». Pour dissiper toute équivoque, Trotsky précise que Pivert ne peut être considéré comme digne de construire ces comités. Et vu que la gauche révolutionnaire est le courant le plus proche des bolchéviks-léninistes, il en découle que seuls les trotskistes orthodoxes sont appelés à sauver la classe ouvrière de ce pays en lui montrant la nécessité de constituer les comités d'action, cette panacée universelle. Nous nous retrouvons ainsi dans l'atmosphère classique de la « troisième période », où les partis communistes tentaient de constituer de toutes pièces des appareils nouveaux, perfectionnés, correspondant merveilleusement aux nécessités du moment, libérés de toute trace du réformisme ou du confusionnisme « des social-fascistes de gauche ».

L'explication du développement du mouvement ouvrier en France dans cette dernière période est chez Trotsky extrêmement simple. Tout le malheur provient du fait que l'idée des comités d'action lui est venue un peu trop tard. Si l'article en question avait paru il y a quelques mois ou même il y a un an (au moment où la « Vérité » préconisait un gouvernement socialo-communiste, un ministère Blum-Cachin), les trotskistes auraient pu appeler les ouvriers de Toulon, de Brest, de Limoges, des soldats, etc. à constituer des comités d'action, et ces ouvriers les auraient immédiatement suivis, car il paraît qu'ils n'attendaient que ce signal leur indiquant la voie.

Cette explication de l'histoire est tout simplement grotesque. Les ouvriers n'agissent pas sur un ordre venant des dirigeants des partis ou des journalistes, ils n'attendent pas des sauveurs pour leur montrer la voie à suivre, les appareils à créer. Trotsky écrit lui-même que les ouvriers ne s'orienteront vers les comités d'action, que dans le cas où ils participeront eux-mêmes à une action et éprouveront la nécessité d'une direction révolutionnaire.

C'est cela le fond du problème. Si les ouvriers de Toulon, de Brest, etc. avaient éprouvé le besoin urgent d'une direction autre que celle de leurs syndicats et de leurs partis, ils auraient, sans aucun doute, fait des essais dans ce sens. Après le 6 février nous avons vu l'éclosion dans ce pays d'une multitude de comités de vigilance pour la lutte contre le fascisme, comités qui sont devenus la base du Front Populaire, pendant que les appels hystériques des dirigeants du P. C. sur les comités d'action n'ont donné aucun résultat pendant des années. Après la guerre, les ouvriers anglais ont constitué Shop Stewarts Comitees, organisation du type soviétique, sans qu'il existât, en Angleterre un parti révolutionnaire conséquent. En Allemagne, comme en Russie, les soviets furent l'œuvre spontanée des masses. En 1905, l'idée des soviets fut jetée par les menchéviks, mais dans leur conception le soviét n'avait rien de commun avec ce qu'il est devenu ; en 1917, on ne sait même pas bien qui en a lancé le premier l'idée.

Le fait que, malgré la politique réformiste des dirigeants ouvriers, les ouvriers suivent le Front Populaire, suivent les syndicats et les partis socialiste et communiste, montre qu'aujourd'hui ces ouvriers ne comprennent pas encore la fausseté de cette politique et la nécessité de constituer de nouvelles organisations, à côté ou à la place des organisations existantes. Un marxiste doit établir sa tactique sur la base de l'analyse de la situation concrète, de l'étude de l'état d'esprit des masses, et non pas sur la base d'une forme parfaite de l'organisation et de ses désirs subjectifs.

Il ne s'agit pas de s'adapter aux préjugés et aux illusions des masses, mais de ne pas leur imposer des formes artificielles d'organisation. La tâche centrale du moment n'est pas du tout celle d'un nouvel appareil. Nous avons vu comment en Allemagne, en Pologne, en Autriche après la guerre les conseils d'ouvriers, avec la direction réformiste, ont fait avorter la révolution, pendant que, par exemple, en France, en février, 1934, les syndicats réformistes se sont avérés capables de réaliser la grève générale. Nous ne voulons pas nier le rôle de l'organisation, l'importance de cette question, mais dans ce domaine le rôle des partis ouvriers est plutôt d'enregistrer et de généraliser l'expérience du mouvement de masses, que d'inventer de nouveaux types d'organisation. La meilleure forme d'organisation est celle qui a été vérifiée dans le mouvement des masses, qui a été assimilée par elles, qui naît de leur poussée irrésistible, qui a ses bases profondes dans leur conscience.

Or, aussi bien dans la question du nouveau parti que dans celle des comités d'action, Trotsky saute par-dessus le mouvement de masses. Aujourd'hui, les ouvriers suivent les organisations existantes, ont confiance dans leurs dirigeants. La tâche des marxistes est donc de travailler dans ces organisations, de convaincre les ouvriers de la fausseté de la politique actuelle, de les gagner à une politique marxiste juste. Tâche bien modeste, peut-être, mais seule efficace, seule réelle. Il est plus facile de proclamer tous les trimestres de nouveaux mots d'ordre (hier, alliance ouvrière, commune, gouvernement Blum-Cachin ; aujourd'hui, comités d'action « purs », contre toute unité « avec les agents de l'impérialisme français »), mais c'est de l'agitation superficielle qui ne peut aboutir à rien de sérieux.

Le moment où la question des organisations du type soviétique sera à l'ordre du jour en France, ce sera la période où les masses s'engageront dans cette voie (avec toutes leurs illusions, préjugés, hésitation). Il est absurde de penser que ces masses feront alors appel aux trotskistes, à l'exclusion de tous ceux qui ne partagent pas à 100 p. 100 les idées si changeantes de la « Vérité », pour constituer leurs comités d'action. L'expérience historique

est à ce point de vue d'une clarté aveuglante. C'est du sectarisme le plus borné que de croire qu'on peut constituer un nouveau parti ou de nouvelles organisations révolutionnaires, en dehors des ouvriers communistes et socialistes qui suivent dans leur masse les Blum et Thorez, pendant que les hésitations de la Gauche Révolutionnaire expriment les hésitations de ceux d'entre eux qui commencent à se libérer de l'emprise réformiste. Et mettant tout le monde (de Herriot à Pivert) dans le même sac, Trotski ne fait que reproduire, dans de nouvelles conditions, la vieille théorie du social-fascisme, condamnée par l'expérience.

Cette nouvelle politique se base non pas sur l'analyse de la situation en France, mais sur la transposition mécanique du schéma du développement en Allemagne et en Italie, avant le coup d'Etat fasciste, sur les conditions françaises. Il y a un an, la « Vérité » a annoncé que le fascisme se développerait en France sur le compte des radicaux et que l'effondrement du radicalisme, sa fin ainsi que celle des groupements politiques qui lient leur sort au sien, est une question de mois. Le développement des événements a montré la fausseté de cette perspective. Au lieu de corriger cette analyse, Trotski et la « Vérité » persévèrent dans l'erreur, continuent à brandir le danger fasciste « pour la période proche, décisive », nient les faits pourvu que leur thèse reste debout. Ainsi l'affaiblissement politique incontestable des ligues sous l'effet de l'action ouvrière, la victoire de Herriot dont le Front Populaire est l'agent, est présenté par la « Vérité » comme un nouveau pas en avant des Croix de Feu pour se soumettre à l'Etat, comme l'annonce de la disparition irrémédiable du parti radical. On fait des analogies superficielles avec l'Italie et l'Allemagne, comme Daladier avec la dissolution des ligues en Belgique, Angleterre, Suède, Suisse, comme Blum avec l'affaire boulangiste et le gouvernement Waldeck-Rousseau. Pour pouvoir utiliser les enseignements de l'histoire, il faut, en premier lieu, étudier sérieusement la situation en France. Sans cela on ne peut que voguer d'un extrême à l'autre, faire preuve d'impressionisme politique et, loin d'éduquer l'avant-garde ouvrière, la désorienter et la détacher du mouvement ouvrier.

Pierre LENOIR.

La politique du P.C. et le chômage

Au VII^e Congrès de l'I. C. étalant avec suffisance ses « réalisations », la délégation française (déléguée par qui?) affirma que le mouvement des chômeurs en France se trouvait en totalité dans la main du P. C. F., mais se garda bien d'indiquer la vie et le fonctionnement réels de ce mouvement.

Or s'il est possible de raconter une foule d'histoires à dormir debout devant les fonctionnaires de l'I. C. réunis en Congrès et de les terminer par le cri habituel de « Vive Staline ! », il nous faut ici essayer de remettre les choses au point.

Même dans les périodes de production normales, avec l'accroissement du capital qui se développe d'une façon spasmodique, l'armée de réserve permanente est nécessaire à la bourgeoisie, car « si l'accumulation ou le développement de la richesse sur la base capitaliste produit nécessairement une surpopulation ouvrière, cette surpopulation contribue à son tour à l'accumulation capitaliste et devient même une des conditions d'existence du mode de pro-

duction capitaliste. Elle forme, pour l'industrie une armée de réserve toujours disponible et dont le capital a l'entière propriété, comme s'il l'avait élevée à ses propres frais. Elle crée pour les besoins variables du capital, un matériel humain, toujours prêt et indépendant des limites de la véritable augmentation de la population » (1). Que dans une période calme de production, une ou plusieurs anciennes branches de production se raniment, qu'une ou plusieurs nouvelles branches s'ouvrent brusquement, vite le capital y pousse son armée de réserve sans pour cela ralentir les autres branches en activité.

Le problème de l'élasticité de la main d'œuvre, du capital variable, n'est pas limité aux cadres nationaux, nous en avons la preuve en France avec les années d'après guerre où les capitalistes français firent appel aux travailleurs étrangers de l'Europe entière. C'est d'ailleurs une des raisons principales de la moindre importance du chômage en France par rapport aux autres pays. Alors que ceux-ci sont contraints à conserver leur armée de réserve nationale, les capitalistes français ont pu refouler par delà les frontières la réserve étrangère. Plusieurs centaines de milliers de chômeurs venant de France ont été grossir les armées faméliques des chômeurs italiens, tchèques, polonais, etc... débarrassant ainsi nos capitalistes de ces bouches inutiles pour l'instant, se réservant de leur faire appel à nouveau dans des temps meilleurs.

La France se trouve donc dans une situation assez exceptionnelle en disposant d'une armée de réserve hors frontière, n'en ayant pas la charge dans les périodes creuses. Malgré cela le problème du chômage est de la plus haute importance en France.

Quelles sont alors les conséquences du chômage sur la situation des ouvriers, entre le capital fixe et le capital variable?

« Les mouvements généraux du salaire sont exclusivement réglés par l'extension et la contraction de l'armée de réserve industrielle, qui répondent aux changements de période du cycle industriel. Ils ne sont donc pas déterminés par le mouvement du chiffre absolu de la population ouvrière, mais par la proportion variable, suivant laquelle la classe ouvrière se répartit en armée active et en armée de réserve, par l'augmentation ou la diminution du chiffre relatif de la surpopulation et par la façon dont cette surpopulation est tantôt absorbée, tantôt libérée. »

Le salaire des travailleurs est donc en fonction directe du chômage et même en période de prospérité, le capitalisme trouve son bénéfice dans l'armée de réserve. « Le travail excessif des ouvriers occupés grossit les rangs de l'armée de réserve, tandis qu'inversement la pression de plus en plus grande, exercée par l'armée de réserve sur les travailleurs effectifs, grâce à la concurrence, force ces derniers à travailler toujours davantage et à se soumettre aux exigences du capital. » (Marx.)

Il est donc clair que la question du chômage n'est pas une question indépendante de la lutte générale de la classe ouvrière. « Dès que les ouvriers découvrent donc que leur fonction comme moyen de mise en valeur du capital devient plus précaire à mesure qu'ils travaillent davantage, produisent davantage de richesse appartenant à autrui, et que la force de productivité de leur travail augmente ; dès qu'ils découvrent que le degré d'intensité de leur concurrence réciproque dépend de la pression exercée par une surpopulation relative ; dès qu'ils cherchent à organiser, par des Trade Unions, une collaboration systématique entre occupés et non occupés (souligné par moi. — J. J.) pour briser ou du moins affaiblir les conséquences, ruineuses pour leur classe, de cette loi naturelle de la production capitaliste ; le capital et son défenseur,

(1) Marx, « Le Capital ». Editions Coste, tome IV.

l'économie politique, protestent à grands cris contre la violation de la loi « éternelle et pour ainsi dire sacro-sainte » de l'offre et de la demande ».

Les exemples du réformisme et de l'électorisme du Parti Communiste sont si nombreux, si variés, si répétés, qu'il devient gênant de ressasser le même sujet. Pourtant, dans celui du chômage il est typique, car il dure de plusieurs années et prouve que ce plat réformisme existe depuis longtemps.

Les dirigeants du Parti Communiste auraient dû chercher à établir une liaison entre les travailleurs occupés et non occupés par le cartel des syndicats. C'était la simple logique, si simple que les socialistes eux-mêmes l'ont comprise dès le premier jour. C'était une occasion unique de faire fonctionner les fameux comités intersyndicaux locaux. Quel est le militant qui depuis quinze ans n'a pas vu apparaître régulièrement tous les trois ou quatre mois à l'ordre du jour le fatidique sujet — Question du fonctionnement de l'Intersyndicat ! — et qui se terminait, après dix minutes de discussion par la nomination d'un ou plusieurs responsables qui ne faisaient absolument rien.

Dans toutes les localités, dès que le chômage fit son apparition, les problèmes soulevés furent les mêmes. Production intensive jetant des ouvriers sur le pavé tout en augmentant le rendement, renvoi total de tous les ouvriers d'une entreprise et embauche de chômeurs à des prix inférieurs, heures supplémentaires, emploi des femmes et des enfants en remplacement des hommes, demandes massives d'emplois par les chômeurs à des prix de plus en plus bas, etc... Toutes ces questions relevaient naturellement des organisations syndicales.

Il aurait été fort simple de remonter les comités intersyndicaux dans les localités et d'encadrer les chômeurs, pour la plupart inorganisés, avec les militants syndicaux des usines et des entreprises qui sentaient devant la porte de l'usine, une masse de chômeurs prêts à prendre leurs places à des salaires inférieurs. La lutte contre les diminutions, contre les renvois, contre les heures supplémentaires, le soutien de ceux qui travaillent envers ceux qui ne travaillent pas, la direction des luttes économiques de l'ensemble des travailleurs occupés et non occupés pouvait être assurée par les militants syndicaux non seulement à l'intérieur des entreprises, mais également devant les municipalités, les départements, l'Etat.

Au lieu de cela, on crée tout de suite une nouvelle organisation « indépendante » avec secrétaires, trésoriers, commission exécutive, journal, local, téléphone, etc... En plus des fonctionnaires syndicaux et du parti, sans compter ceux du S. R. I., S. O. I., Coopératives, etc., etc., il y eut ceux du chômage. Et comme dans toutes les organisations dirigées par le parti, il y eut les cotisations pour payer le journal, le « Cri du Chômeur », atteint d'un déficit chronique.

Les chômeurs furent transformés en agents électoraux ; les trois quarts des nouveaux adhérents au parti sont chômeurs. Naturellement, cette situation était fort pratique au Parti dans les municipalités où il n'avait pas la mairie, mais dès qu'il l'eut obtenue, la situation changea, car à ce moment les chômeurs, par leurs exigences, mettaient les nouveaux gestionnaires communistes dans une situation embarrassante. Sous la période des bourgeois, à la tête des chômeurs, ils exigeaient une foule de revendications fort justes, mais dès qu'ils étaient les maîtres, il ne leur restait d'autre ressource que de mettre prudemment le comité des chômeurs en sommeil, le plus souvent en octroyant un bureau au secrétaire dans la mairie, en le faisant adhérer au Parti et en le

priant fort poliment de convaincre les chômeurs que la municipalité n'avait pas d'argent (même réponse que les bourgeois), qu'ils venaient de prendre derrière leurs prédécesseurs bourgeois une gestion déplorablement déficitaire, qu'il fallait exiger des améliorations de leur sort du département et de l'Etat en manifestant (avec calme et dignité, naturellement).

Par ailleurs, les fêtes au profit des chômeurs, les groupements d'achat en commun furent sévèrement condamnés comme entachés de philanthropie, car ils étaient contraires aux intérêts de la clientèle électorale des petits commerçants, le produit des fêtes allant en achats en gros dans les coopératives au détriment du petit commerce.

Toutefois, il était nécessaire de faire une surenchère sur les municipalités bourgeoises, et celle-ci fut en fonction des finances municipales. Dans ce rayon, il faut donner la palme à Levallois et à Saint-Denis qui distancent de plusieurs longueurs les municipalités communistes, dont certaines font bien moins que les municipalités bourgeoises, en s'excusant de l'état de leurs finances.

Si les secours distribués aux chômeurs varient avec les finances des municipalités et la combativité du comité local, l'aide du département (pour la Seine) aurait dû se faire sentir depuis que la majorité de celui-ci est de « gauche ». Les fonctionnaires du mouvement chômeur auraient dû, au lendemain des élections, poser et exiger la ratification des revendications départementales des chômeurs. Mais là comme ailleurs, la majorité de « gauche » ne pose pas, ne posera jamais la question des couches prolétariennes. Elle représente avant tout la petite bourgeoisie commerçante, artisanale, et n'entend pas laisser filer les finances du département dans les mains des chômeurs. Alors qu'en principe, l'augmentation de la contribution départementale jointe à celle des communes (Levallois donne, ou donnait, 2 francs supplémentaires plus 0 fr. 50 par jour par femme et enfant) aurait pu sensiblement augmenter les misérables possibilités de vie des chômeurs et obliger ainsi le reste des autres communes et départements à suivre l'exemple. Mais il n'y eut rien de fait, car il ne fallait en aucun cas « risquer de rompre le Front Populaire ». Il fallait se cantonner dans le rôle peu glorieux de queue de la bourgeoisie, sans l'importuner.

Comme on le voit, même avec une politique outrageusement réformiste et électoraliste, même en les plaçant à la queue de la petite bourgeoisie radicale et socialisante, le Parti Communiste, claironnant ses victoires à Moscou, n'a fait que prouver une fois de plus son incapacité de diriger des masses travailleuses, les poussant au désespoir et à l'abîme.

Camarades chômeurs, écrivez-nous.

JEAN-JACQUES.

« Une vérité que l'histoire mondiale a confirmée cent fois, c'est que les réformes sont seulement possibles en tant que sous-produits d'un mouvement qui est complètement libre de la camisole de force du réformisme. » — (Lénine.)

« Le contenu révolutionnaire de l'époque actuelle consiste justement dans ceci que le maintien des conditions de vie les plus modestes des masses laborieuses est incompatible avec l'existence de la société capitaliste et c'est pourquoi la lutte pour les revendications les plus modestes se transforme en une lutte pour LE COMMUNISME. » — (Le III^e Congrès de l'I. C., 1921.)

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

Les questions principales qui ont fait l'objet des débats à la Chambre dans cette période sont : la crise économique et financière, les ligues et la politique extérieure.

LA CRISE

A l'occasion des décrets-lois un débat déjà traditionnel s'est institué entre les partisans de la dévaluation du franc et les défenseurs de son intégrité.

Marcel Déat, du Front Populaire, et Paul Reynaud, du front national, ont attaqué la politique de déflation du gouvernement. Déat affirme en confiance « qu'il y a, probablement, dans cette Chambre une énorme majorité pour la dévaluation ». Il montre à quels intérêts correspond la politique de déflation.

« Cette déflation que vous avez essayée, elle a été désirée et voulue par qui ? Probablement par les créanciers bancaires de l'Etat, qui ont intérêt à la valorisation de leur créance et qui craignent une amputation de la monnaie ; mais aussi, laissez-moi le dire, par les parasites de l'Etat... par ce que l'on appelle les industries abritées : les chemins de fer, les concessionnaires d'électricité, la grande métallurgie qui est en même temps, fournisseuse de guerre. » (« Journal Officiel », p. 2241-42.)

« Votre gouvernement, par la nature même de ces forces, se trouve extrêmement faible par rapport aux grands intérêts qui mènent ce jeu... c'est une apparence de gouvernement qui siège sur ces bancs, au nom d'un fantôme d'Etat. » (p. 2242.)

Paul Reynaud combat la déflation au nom du profit capitaliste qui exige la hausse des prix.

« Nous sommes en face d'une économie qui ne tourne plus, parce qu'en régime capitaliste le profit est aussi nécessaire aux affaires que l'essence au moteur à explosion et que le profit a disparu, du fait de la baisse des prix. Par conséquent, vous aurez beau offrir du crédit à des affaires qui ne sont plus viables, elles ne pourront pas l'utiliser. » (p. 2246.)

Il montre l'inanité de la « troisième solution » préconisée par Blum et Thorez : ni déflation, ni dévaluation, :

« J'avoue qu'en cette matière, je trouve très orgueilleux de prétendre tirer de sa propre substance, de sa propre pensée une solution de la crise.

... Je ne crois pas qu'une solution formulée par ces mots enchanteurs pour les masses : « ni déflation, ni dévaluation », formule qui doit plaire à tout le monde, qui ne peut inquiéter aucune catégorie sociale... puisse suffire à résoudre la crise. » (P. 2247.)

Si l'on veut rester dans les cadres du régime capitaliste, et c'est le cas pour le Front Populaire, l'expérience internationale montre qu'on ne peut sortir du dilemme : déflation ou dévaluation.

Maurice Thorez du Front Populaire, et Pierre Laval, du Front National, ont pris la défense du franc dans des termes presque identiques.

Thorez :

« Pour notre part, nous restons fermement opposés à une nouvelle amputa-

tion du franc. Nous considérons que la dévaluation apportera un surcroît de misères à la masse des travailleurs.

En effet, elle signifierait une diminution des salaires réels, des traitements et pensions, des coupes des petits rentiers, et cela au seul profit des capitalistes. » (P. 2229.)

Pierre Laval :

« Il vaut mieux recevoir neuf francs en monnaie saine que dix francs en monnaie frelatée.

C'est une vérité de bon sens que les plus humbles ont comprise. »

Il ne s'est trouvé aucun député ouvrier dans cette Chambre pour opposer à la politique de déflation qui mène vers la dévaluation, deux formes de spoliation des travailleurs, non pas des solutions petites bourgeoises utopiques : faire payer les riches, sans toucher au régime capitaliste (Thorez), rénovation économique par la stimulation de la demande, par la détente fiscale, etc. (Blum), mais seule issue réelle : la lutte révolutionnaire pour le socialisme programme inséparable de la lutte pour le pouvoir.

LES LIGUES

Le camarade Bréval dégage par ailleurs le sens de la discussion sur les ligues à la Chambre. Notons quelques manifestations de l'esprit de réconciliation française qui a dominé le débat.

Voici le salut rendu par Ramette (« communiste ») à la police et à la garde mobile :

« Je veux dire ici en passant que nous nous réjouissons que le colonel-comte de La Rocque ne puisse plus compter sur la police et sur la garde mobile.

Cela veut dire que, dans ces milieux, chez ces hommes qui sont recrutés parmi les travailleurs des villes et des champs, l'esprit républicain n'a pas disparu ; qu'après le coup de force du 6 février, ils ont réfléchi ; ils savent où sont les bons Français et où sont les mauvais Français qui divisent le pays. Ils sont prêts à s'unir aux forces du Front Populaire pour défendre les libertés républicaines et démocratiques. » (P. 2310.)

Gernut (radical) montre le sens de la dissolution des ligues : conserver le monopole de la force armée chez le gouvernement bourgeois :

« Dans une société civilisée, seul, l'Etat, seule, la force d'Etat, la police et l'armée ont le droit de posséder et d'utiliser des armes.

« Aux autres, hormis quelques rares exceptions, interdit. Quiconque ou possède abusivement une arme ou use d'une arme interdite doit être puni de peines exemplaires qui l'invitent à ne plus recommencer. » (Vifs applaudissements à l'extrême-gauche, à gauche, au centre et sur plusieurs bancs de droite. » (P. 2316.)

Marc Rucart (radical) dans le même sens :

« Tout Gouvernement qui tolérerait l'existence d'autres forces organisées en face de la force publique, en face des forces nationales, à côté de l'armée française et de la police régulière, manquerait au premier de ses devoirs : celui d'assurer la souveraineté de la loi. » (P. 2324.)

Valière, député socialiste de Limoges, après avoir montré comment les dirigeants socialistes résistaient à la pression des masses en prêchant « la dignité et le calme », fait un appel aux ligues et au gouvernement pour la paix civile :

« Mais nous espérons, Messieurs, qu'il y aura, parmi les hommes des ligues, suffisamment de raison, suffisamment d'amour pour le pays — écrivais-je récemment dans « Le Populaire » — pour que les réflexions salutaires leur soient imposées.

Nous espérons qu'on ne recherchera plus le moyen de faire prévaloir ses doctrines par le revolver ou par la mitrailleuse. Nous espérons que, dans les temps tragiques que nous traversons, alors que la crise financière nous écrase, que la crise économique risque de nous entraîner vers le désastre, les égarés réfléchiront à temps pour ne pas ajouter à tous ces malheurs superposés le crime le plus abominable de tous : la guerre civile... Messieurs du Gouvernement, votre tâche est peut-être difficile et délicate. Nous espérons cependant que vous aurez le courage de la remplir jusqu'au bout. » (P. 2331.)

Voici maintenant Pierre Taitinger, chef des Jeunesses Patriotes :

« Ne croyez-vous pas qu'il soit possible d'assurer l'avenir de ce pays autrement qu'en dressant l'une contre l'autre deux France ennemies ? Ne croyez-vous pas, qu'au lieu de participer à ces luttes irritantes, nous ne ferions pas mieux de préparer la réconciliation nationale ? » (P. 2369.)

Xavier Vallat, des Croix de Feu :

« A plus forte raison, je me refuse à reconnaître comme inéluctable que les anciens combattants qui, hier, parce qu'ils étaient frères d'armes, étaient plus unis que s'ils avaient été frères de sang, soient conduits à gaspiller dans des luttes impies le reste du sang qu'ils ont si généreusement versé pour la défense de la patrie. » (P. 2374.)

Pour conclure, Ybarnegaray, Croix de Feu, après la scène de « réconciliation nationale » le 6 décembre :

« Je ne crois pas qu'il serait indifférent de voir les représentants du peuple, après s'être heurtés violemment au cours de ces débats, imposant, devant le spectacle des luttes fratricides, une minute de silence à leurs passions, pour se réconcilier dans la joie et dans la fierté commune d'être Français. » (P. 2392.)

Cette réconciliation fut placée opportunément par le rapporteur de la loi sur la dissolution des ligues, Chauvin, du Front Populaire, sous les auspices d'Albert I^{er}, roi des Belges, dont l'exposé des motifs (rédigé par le gouvernement réactionnaire de de Broqueville) pour la loi du 29 juillet 1934, dissolvant, entre autres, les milices ouvrières du Parti Ouvrier Belge, a servi de modèle à la majorité Front Populaire, les communistes compris.

POLITIQUE EXTERIEURE

Vendredi, le 13 décembre, les partis du Front Populaire se sont déclarés tous contre l'accord Laval-Hoare sur le dépeçage de l'Ethiopie.

Gabriel Péri a inauguré le débat. Dès le début, il a posé la question sur le terrain de « la loi internationale bafouée ».

« Nous répugnons à l'idée romantique de je ne sais quelle croisade guerrière des démocraties contre le fascisme... il s'agit de la défense de la paix contre l'agresseur. »

Nous sommes en plein dans la politique traditionnelle de l'impérialisme français, Pierre Cot n'a pas manqué de le souligner :

« Depuis 1919, la France a été dirigée par des hommes appartenant à différents partis politiques. Mais, depuis 1919, nous avons connu, sur un point essentiel, la continuité de notre politique extérieure. MM. Poincaré, Briand, Tardieu, Herriot, Paul-Boncour ou Daladier, M. Barthou lui-même, tous nos ministres des Affaires étrangères ont estimé que la France devait être intransigeante sur un seul point : l'organisation des sanctions et de la sécurité collective. » (p. 2482.)

Le P. C. est en bonne compagnie, les origines bien françaises de sa politique actuelle sont incontestables.

SUR LE FRONT CULTUREL

Il est inévitable que l'approfondissement de la crise du régime capitaliste se répercute sur le front culturel. Les antagonismes de classes deviennent si aigus que les intellectuels sont de plus en plus amenés à choisir entre la bourgeoisie et le prolétariat. Nous approchons du moment prévu par Marx et Engels, où « le processus de dissolution de la classe régnante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre, qu'une petite fraction de la classe régnante s'en détache et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir » (Manifeste Communiste). Il est clair que la position prise par de nombreux écrivains, artistes et savants marque leur volonté sincère de travailler à l'émancipation des masses laborieuses. Malheureusement, la plupart de ces hommes n'ont pas encore complètement liquidé leurs anciennes conceptions, ils ne sont pas encore parvenus à cette « intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique » dont parlent les auteurs du « Manifeste » ; ils demeurent encore sous l'emprise de l'idéologie de la bourgeoisie.

Le devoir du parti du prolétariat est évidemment de disputer ces forces à l'ennemi de classe. Pour réussir, il doit, non pas descendre au niveau idéologique de ces intellectuels, mais élever, au contraire, ceux-ci à son propre niveau. Il doit s'imposer à eux par sa politique juste, allier la rigueur doctrinale à la souplesse tactique, agir comme « un poing de fer dans un gant de velours », il doit, en somme, s'affirmer capable de jouer son rôle de parti dirigeant. Mais le Parti Communiste a renoncé à ce rôle, il a cessé d'être un véritable Parti Communiste et sa faillite est retentissante sur le terrain culturel comme sur tous les autres. Le Parti Communiste, qui rebuta longtemps les intellectuels par une politique ouvriériste et sectaire non moins fautive, est maintenant tombé dans l'opportunisme le plus plat. Il néglige de développer les forces littéraires et artistiques qui existent à l'état latent dans la classe ouvrière pour consacrer toute son attention à ces « enseignes lumineuses » que sont les écrivains bourgeois et petits bourgeois en renom. A ceux-là, il multiplie les avances, les flatteries pour les intégrer dans le front populaire. On annexe à « l'héritage du prolétariat » les conceptions les plus fumeuses et les productions les plus représentatives de l'esprit petit-bourgeois. On rassemble ces gens qui « se poussent partout aux premières places », ceux que Marx et Engels s'efforçaient de « rabaisser sans cesse », de combattre implacablement en Allemagne, dès 1845, « parce qu'ils opposent à tout instant leur point de vue petit-bourgeois à celui des masses prolétariennes ou qu'ils peuvent falsifier celui-ci ». (Lettre d'Engels à Bebel du 22 juin 1885.)

Bien entendu, dans une pareille atmosphère, la critique marxiste perd tous ses droits. Il ne s'agit plus que d'articles de complaisance, de services mutuels, de jugements où la flagornerie le dispute à la bassesse et devant lesquels la critique de l'avenir passera avec une grimace de dégoût.

Nous nous proposons d'examiner à cette place les diverses manifestations de la vie culturelle — conférences, manifestes, livres, revues, spectacles — à la lumière du marxisme-léninisme. Nous étudierons les principaux courants qui traversent les milieux intellectuels, et nous montrerons comment le Parti Communiste s'avère incapable de les clarifier, de les développer ou de les

combattre efficacement. Nous nous efforcerons enfin, dans toute la mesure de nos moyens, de suppléer à cette carence.

Dès à présent, nous sollicitons, pour l'accomplissement de cette tâche, le concours des écrivains ouvriers, des intellectuels, de tous les révolutionnaires prolétariens, qui, en dehors de tout souci de carrière et de réclame, n'ont qu'une ambition : mettre leur culture au service du prolétariat, préparer la Révolution prolétarienne.

Jacques ROCHE.

PRIX LITTÉRAIRES 1935

Les compétitions nous intéressent médiocrement, car elles se disputent toujours à l'écart du large public, sur le terrain réservé aux marchands de livres et aux cénacles bourgeois de droite et de gauche.

Cette année, c'est la fraction de droite qui l'emporte. Le prix Fémina est échu à Mme Claude Silve, cidevant comtesse de Laforest Divonne, pour son livre *Bénédiction*, qui évoque une atmosphère très « talons rouges », très « boulevard Saint-Germain ». Le jury Théophraste Renaudot a couronné *Jours sans gloire*, roman sans originalité dû à la plume d'un journaliste parlementaire ultra-conformiste. Quant au prix Goncourt, il a été décerné à Joseph Peyré, pour son roman *Sang et Lumière*. Précédemment publié par l'hebdomadaire fascisant « Vendémiaire », chaleureusement patronné par Léon Daudet, ce livre se situe dans le monde spécial des toreros espagnols... C'est assez dire.

LE CHEVAL DE TROIE de Paul NIZAN

On a crié au chef-d'œuvre devant ce livre qualifié de roman des luttes ouvrières en France. Or, ce cheval de Troie ressemble plutôt à une grenouille...

Le *Cheval de Troie* a pour sujet une manifestation de droite et une contre-manifestation ouvrière. Beau sujet, mais Nizan le traite du point de vue petit-bourgeois. Pour lui, les ouvriers révolutionnaires constituent un élément étranger dans la ville, ils existent en dehors de la vie « normale » de la société, et c'est par un artifice, par des trucs singuliers qu'ils peuvent s'introduire dans la masse.

La thèse de Nizan est fautive, puisque les ouvriers révolutionnaires ne pénètrent pas subrepticement dans la citadelle capitaliste, le prolétariat est le produit même du capitalisme, qui crée ses propres fossoyeurs. Il est un élément organique de la société, son activité vient des tréfonds de la vie sociale.

Rien dans l'atmosphère du livre, dans la façon de traiter le sujet, dans la pauvreté de la psychologie (l'épisode du provocateur), et surtout dans le caractère morbide de cette nouvelle, sur laquelle pèsent la hantise et la frayeur de la mort, ne correspond aux aspirations du prolétariat.

LE SANG NOIR de Louis GUILLOUX

Le livre de Louis Guilloux ne manque pas d'envergure. Mais peut-il être qualifié de livre révolutionnaire, ainsi qu'on l'a crié par-dessus les toits ?

Certainement pas.

Le *Sang Noir* est l'épopée, grotesque à souhait, de l'intellectuel qui n'a ni la force ni le courage d'aller jusqu'au bout de sa révolte. Image d'une société en pleine décomposition qui roule à l'abîme et dont les personnages ne sont que des déchets humains. Il y a là comme un rappel de certains auteurs russes de l'époque du tsarisme agonisant, notamment de Léonide Andréiev.

Dans la mesure où une œuvre montre la décrépitude de la société bourgeoise et la nécessité de sa disparition, elle est révolutionnaire. Chez Guilloux, c'est moins la peinture réaliste d'une société qu'une interprétation d'intellec-

tuel bourgeois qui recrée un monde de cauchemar. Ces visions confuses, cette sarabande d'êtres monstrueux et difformes ne sont pas une représentation directe de la vie — de la vie saisie dans son dynamisme, comme l'exige toute littérature révolutionnaire — mais une transposition de l'auteur. Le noircissement des couleurs affaiblit ici l'analyse, comme la caricature remplace au lieu d'accentuer le trait véridique ; tout un esthétisme négateur se superpose à la vision lucide des choses.

Les angoisses et les ignominies d'un Cripure n'ont rien de révolutionnaire. VERAX.

LES PÉRIODIQUES

« L'Humanité », en inaugurant sa page des « lettres et des arts » du dimanche, a simplement adapté sa formule littéraire aux nécessités du Front Populaire.

Il ne s'agit plus, désormais, d'apprécier les écrivains et leurs livres selon un point de vue de classe conséquent. Il s'agit d'imiter les grands organes de gauche en attirant à soi les intellectuels par tous les moyens. On compte parvenir à force d'éclectisme et de flatterie. On confie l'éditorial à des littérateurs (J. R. Bloch, Ch. Vildrac, R. Lalou, etc.), qui, en dépit de leur talent et de leur sincérité, apparaissent plutôt loin de la pensée marxiste d'un grand journal prolétarien. On demande à l'équipe de l'A.E.A.R. de « faire mousser » sans le moindre souci d'analyse, les œuvres d'écrivains qu'il convient de retenir ou de conquérir à tout prix. Le reste est un ramassis de notes de lectures, d'informations culturelles ou de « bonnes feuilles », qui achèvent de donner à la page son caractère invertébré.

« Commune ». Le numéro de décembre précise parfaitement, par son contenu, la ligne de l'organe de l'A.E.A.R. Il débute par des articles de Jules Romains, André Gide, Romain Rolland et publie les discours prononcés par Malraux, J. Benda et J. R. Bloch aux assises de l'Association internationale des Écrivains dont nous avons précédemment rendu compte. La direction de la revue livre ces textes sans le moindre commentaire : il importe, avant tout, de ne pas porter ombrage aux illustres collaborateurs. On lit également un article, sur le mode dithyrambique consacré par Aragon à Henri de Montherlant, « l'un des meilleurs représentants de l'intelligence française », « l'un des rares grands écrivains de notre langue ». On ne saurait moins dire puisque Montherlant a eu l'héroïsme de signer la réponse bien française au manifeste des 64... Pour couvrir toute cette marchandise équivoque, la revue passe la traduction d'un article sur F. Engels, théoricien de la littérature et de la critique littéraire. On y détache cette phrase que nous nous permettons de soumettre à la méditation des lecteurs de « Commune » : « La lutte contre les vestiges bourgeois, contre les idées bourgeoises dans la conscience ouvrière constitue le fondement de l'activité littéraire et critique de Marx et d'Engels ».

« Vendredi », nouvel hebdomadaire littéraire dirigé par André Chamson, Jean Guéhenno, Andrée Viollis, reflète parfaitement les oscillations et les contradictions de l'esprit petit-bourgeois livré à lui-même. On veut absolument se différencier des éléments de droite, on adjure M. Laval « de faire enfin la politique des Français », on coquette avec M. Léon Bérard, un garde des Sceaux qui « s'intéresse aux arts et aux lettres, à la vie policée de son temps », on présente le problème colonial comme « un fait qu'il faut accepter », on se préoccupe au plus haut point de « la sécurité de la France », des « intérêts évidents de la nation ». Il est superflu d'ajouter que Paul Nizan, écrivain communiste, collabore à ce journal sans apporter la moindre note discordante.

J. R.

REVUE DES LIVRES

SOUVARINE HISTORIEN DU BOLCHEVISME

Ce livre poursuit un triple but : expliquer l' « énigme Staline » à travers sa biographie, donner un aperçu historique du bolchévisme et de la grande révolution russe. L'interpénétration de ces trois tâches permet à Souvarine d'animer son exposé, de rendre captivants des sujets par ailleurs très arides, mais dans la même mesure la perspective historique est faussée, l'évolution propre du bolchévisme est envisagée sous l'angle de la biographie de Staline, de même que le développement de la révolution disparaît derrière les luttes intestines des sommets du parti.

L'ÉNIGME DE STALINE

Si l'on apprécie ce livre sous l'angle des trois tâches posées par l'auteur, il faut reconnaître qu'il n'a réussi à donner une réponse satisfaisante à aucune d'elles. L' « énigme Staline » est loin d'être résolue par Souvarine ; Staline apparaît comme une incarnation du mal, comme un personnage diabolique, dénonçant les camarades à la police (p. 107), dénonçant des condisciples au recteur du séminaire (p. 109), médiocre au point de vue intellectuel, etc. Nous ne voulons pas discuter cette caractéristique de la personne de Staline. Souvarine l'établit sur la base de quelques souvenirs de gens ayant fréquenté Staline dans de diverses périodes de sa vie, sans soumettre ces témoignages à une critique scientifique. A peu près dans la même période que « Staline » de Souvarine, a paru en U. R. S. S. le livre de Béria, secrétaire du Comité de Transcaucasie du Parti Bolchévik, qui, sur la base des mémoires et souvenirs des ouvriers qui ont connu Staline et sur la base des extraits des articles de Staline, présente Staline comme un modèle de révolutionnaire, comme un personnage exceptionnel, comme un génie, etc. On connaît suffisamment la méthode des apologistes et des détracteurs de la Révolution Française d'utiliser d'une façon non critique et unilatérale les documents de l'époque pour présenter des personnages idéalisés ou dénigrés à dessein ; cela n'a rien de commun avec une biographie scientifique. On peut se demander s'il est possible aujourd'hui de fournir une biographie de ce genre ; dans tous les cas, la « biographie » de Staline par Souvarine ne constitue même pas une contribution à la compréhension exacte du rôle de Staline dans la révolution russe.

Les 142 pages que Souvarine consacre au bolchévisme jusqu'à la révolution de 1917 sont remplies par des histoires d'argent et autres détails du même genre, comme si le bolchévisme consistait surtout dans « ces histoires de cuisine ». Les conceptions de Lénine sur la révolution russe, sur les rapports du prolétariat et de la paysannerie, sur le gouvernement révolutionnaire provisoire, sur le rôle du prolétariat dans la révolution bourgeoise-démocratique, ses conceptions philosophiques, en liaison avec la situation politique en 1909-1912, enfin, l'attitude de Lénine dans la guerre mondiale, tout cela est à

(1) Boris Souvarine - Staline. — *Aperçu historique du Bolchévisme*. Plon, Paris 1935, 574 p.

peine mentionné par Souvarine. Par contre, la façon dont les bolchéviks se procuraient des ressources pour leur travail, est au centre de l'attention de Souvarine qui y consacre des pages entières (dans le chapitre IV) ; il fait revivre d'anciennes querelles de l'émigration, il se délecte à évoquer des potins, des anecdotes dont la véracité est plus que douteuse (p. 120-122). Son histoire devient ainsi, comme le constate Vandervelde dans la « Dépêche de Toulouse » du 21 juin 1935, « une histoire des dessous politiques de la révolution russe... qui a avant tout un intérêt clinique ». Dans la bouche d'un adversaire du communisme, ce jugement est suffisamment éloquent... Cette caractéristique s'applique à l'ensemble de l'ouvrage de Souvarine.

Pour Souvarine, l'essence du bolchévisme est la conception militaire d'organisation des révolutionnaires professionnels, « la tendance à s'organiser et à agir en armée disciplinée capable d'exécuter avec ensemble un mot d'ordre » (p. 67). « Le bolchévisme est une version russe approximative du marxisme » (p. 277). Le bolchévisme n'existe d'ailleurs pas sans Lénine, il n'existe que par Lénine (p. 77-151), il se trouve ainsi à la merci de la moindre faute de son chef.

Le bolchévisme est amoral, il a emprunté à Netchaïev « son immoralité pseudo-révolutionnaire ». « L'inaltérable ferveur » des révolutionnaires bolchéviks, tel Kamo, leur élan de sacrifice sont pour Souvarine quelque chose d'anachronique. « Rien de marxiste » n'entre dans les mobiles de cette ardeur inextinguible (p. 101).

Dans son appréciation du bolchévisme, Souvarine raisonne non pas en tant que marxiste mais en tant que démocrate petit-bourgeois. Le marxisme ne connaît pas un type d'organisation universellement valable, comme il ne connaît pas une morale au-dessus des classes. Le marxisme ne rejette pas l'ardeur révolutionnaire, l'esprit de sacrifice des masses, il ne se limite pas à l'Europe occidentale civilisée. Le marxisme est une méthode de pensée et un guide pour l'action, qui ne se vérifie qu'à travers l'expérience, par son application aux conditions concrètes de chaque pays. Dans ce sens, le bolchévisme qui applique justement la méthode marxiste à la réalité russe, est fidèle à l'esprit du marxisme, contrairement au menchévisme qui essayait de transporter mécaniquement à la Russie la tactique correspondant aux autres conditions.

L'appréciation marxiste du bolchévisme exige la réponse à la question à savoir si une organisation du type de Lénine correspondait aux conditions russes et aux tâches posées par la révolution russe au prolétariat. Sur cette question Souvarine est obligé de répondre par l'affirmative. « Sans les révolutionnaires professionnels, Lénine n'eût pas mené à bien l'entreprise, ne l'eût même pas conçue... Le parti bolchévik eut sur tous les autres cet avantage de viser résolument au pouvoir et de tout mettre en œuvre pour y parvenir. » (p. 173.) Peut-il y avoir une meilleure justification du bolchévisme que le fait d'avoir permis à un parti prolétarien d'avoir justement défini ses tâches, d'avoir constitué une organisation adéquate, d'avoir amené le prolétariat à la victoire? Si c'est cela du marxisme approximatif, simplifié, auquel on oppose « le marxisme intégral » de Kautsky et des menchéviks, qui eux ont fait tout pour faire avorter la révolution prolétarienne, alors Marx comme Lénine « n'était pas marxiste ».

Il est tout simplement ridicule de parler de l'immoralité du bolchévisme. Souvarine reconnaît lui-même que « l'amoralisme politique de Lénine se subordonnait toujours à une morale sociale supérieure... en conformité aux intérêts généraux du prolétariat et aux progrès de la révolution socialiste » (p. 122). Alors n'est-ce pas le rejet de la morale hypocrite et mensongère de la bourgeoisie au nom de la morale supérieure du prolétariat? Oui, mais Lénine

offrait ainsi un exemple pernicieux à de médiocres imitateurs. On a honte de devoir réfuter des arguments de ce genre. Dois-je renoncer à propager la révolution, car les imbéciles peuvent le comprendre de travers ? Dois-je renoncer à l'emploi des machines perfectionnées parce que des imitateurs médiocres ne sauraient pas s'en servir ? Voilà la logique de Souvarine.

Il reste le dernier argument : il n'y a pas de bolchévisme sans Lénine. Pourquoi ? L'histoire de la préparation immédiate de la Révolution d'Octobre, où Lénine n'a pu participer directement, ne prouve-t-elle pas le contraire ? Le fait que les ouvriers conscients russes se sont groupés autour de Lénine et non pas autour de Plékhanov ou de Martov, ne signifie-t-elle pas que Lénine a réussi le mieux à exprimer leurs aspirations profondes, leurs intérêts réels ? il apparaît ainsi en tant qu'expression et incarnation du parti bolchévik, non moins que son créateur. Trotski montre dans son « Histoire de la Révolution Russe » (tome II) que le passage du bolchévisme sur les positions révolutionnaires conséquentes en avril 1917 était préparé avant l'arrivée de Lénine en Russie. Si le bolchévisme doit énormément à Lénine, Lénine doit non moins à son parti ; il est impossible de séparer les deux à moins de substituer au matérialisme historique la conception idéaliste de l'histoire, œuvre des héros. Si Marx, Engels et Lénine ont créé le marxisme-léninisme (Lénine n'a jamais séparé son œuvre de celle de Marx-Engels), il est incontestable que leur doctrine n'est devenue le plus puissant facteur historique que dans la mesure où elle s'est emparée des masses. Comme l'activité de Marx est inconcevable sans la révolution de 1848, sans la Ligue Communiste et la 1^{re} Internationale, sans la Commune, sans le mouvement ouvrier moderne, le bolchévisme est l'enfant de deux révolutions russes, 1905 et 1917. On peut dire avec le même droit que Lénine fut créé par la grande révolution russe et par le parti bolchévik, de même que Robespierre par la grande Révolution française et les Jacobins, l'inverse est également vrai. On ne peut comprendre l'histoire en général, celle des révolutions en particuliers, si l'on fait abstraction de cette action réciproque entre les chefs et les masses, si l'on ne voit qu'un seul côté : le rôle des chefs et qu'on oublie que ce sont les masses qui font l'histoire.

LE POUVOIR SOVIETIQUE

La partie la plus importante du livre de Souvarine, c'est l'histoire de la révolution russe en 1917. Le lendemain d'octobre 1917, « le bolchévisme héritait d'une situation grosse de catastrophes (p. 177) ; il était en présence d'une catastrophe économique complète aggravée par le sabotage des capitalistes, des intellectuels, des fonctionnaires, ennemis du pouvoir ouvrier. Or, « le programme bolchéviste s'avéra inapplicable au moment de passer de la théorie à la pratique » (p. 178), affirme Souvarine. « Il se vidait chaque jour de son contenu socialiste initial pour tendre à un but exclusif : maintenir le parti bolchéviste au pouvoir » (p. 185-186). « Si les bolchéviks sont vainqueurs, l'essentiel du bolchévisme traditionnel a vécu » (p. 239).

Nous sommes ici en présence d'une vieille thèse menchévik contre la Révolution d'Octobre. Souvarine n'accuse pas les bolchéviks de ne pas avoir réalisé leur programme, programme socialiste traditionnel, à cause de leur mauvaise volonté, mais parce que les circonstances ne s'y prêtaient pas. Il est obligé de reconnaître que la dictature du parti bolchévik en 1918-1921 découlait des nécessités de la guerre extérieure et civile.

« Bureau politique et Tcheka, celle-ci instrument de celui-là, concentraient les prérogatives gouvernementales, à peu près comme en France le

Comité de Salut public et le Comité de Sûreté générale sous la domination des Jacobins. » (p. 235.)

« Qui détient le pouvoir ? ». Le Politbureau l'exerçait sans conteste... au nom d'une certaine conception de l'intérêt de la majorité laborieuse et du progrès historique ; mais il manquait l'expression, si imparfaite fût-elle, de la volonté ou du sentiment de ces ouvriers et de ces paysans dont le bolchévisme revendiquait la représentation exclusive (p. 244).

C'est ici que réside la différence fondamentale entre le bolchévisme et le menchévisme dont le « communisme démocratique » de Souvarine n'est qu'une variété. La dictature est exercée, lors de la guerre civile, par le parti bolchévik militarisé servant de support à la « dictature ouvrière-militaire » (définie ainsi par le X^e Congrès du P. C. russe en 1921). Comme le montre toute l'expérience historique, un gouvernement révolutionnaire, dans les conditions de guerre, ne peut avoir d'autre caractère.

Seul un « crétin parlementaire » pourrait, à cause des caractères formels, nier le caractère profondément populaire, profondément révolutionnaire du gouvernement des Jacobins en France, de celui des bolchéviks en Russie. Un adversaire du bolchévisme, le chef menchévik Martov doit reconnaître « que dans les conditions concrètes de la Russie cette dictature du parti reflète, en premier lieu, les intérêts et les aspirations des éléments prolétariens de la population » (Martov, « Le bolchévisme mondial », p. 76).

Cette situation ne résulte pas d'un vote formel, selon les règles de la démocratie juridique, elle résulte du caractère de l'organisation qui détient le pouvoir et qui s'est formée par un processus de sélection dans le feu de la révolution. Dans ce sens la formation de la Convention jacobine épurée, s'appuyant sur les clubs jacobins, et celle du parti bolchévik, avec ses congrès, organes suprêmes, présente des analogies frappantes. Et c'est ici, dans la liaison intime avec l'avant-garde de la classe progressive, dans le caractère révolutionnaire de la politique réalisée, que se trouve le critère et la justification historique de la dictature révolutionnaire.

Que demain Staline se fasse plébisciter par le peuple et qu'il obtienne 99 p. 100 des suffrages, serait-il aux yeux de Souvarine, un détenteur plus légitime du pouvoir révolutionnaire que Lénine qui se trouvait maintes fois en minorité dans le parti bolchévik (lors de la paix de Brest, par exemple) ?

Souvarine se trompe quand il parle de l'omnipotence de Lénine. La meilleure preuve qu'il ne détenait son pouvoir qu'en tant que mandataire du parti, c'est précisément la destinée de Trotski, de Zinoviev, de Kamenniev. Au moment où ils perdent l'appui du parti, ils sont éliminés du pouvoir, malgré leur autorité énorme dépassant celle de Staline (cela s'applique surtout à Trotski), tout comme Robespierre est renversé du moment où la Convention l'abandonne.

La justification de la dictature bolchévik, Souvarine la fournit lui-même, en réfutant d'avance ses lamentations petites-bourgeoises sur les entraves à la démocratie formelle.

« La Révolution d'Octobre n'avait pas seulement détruit les survivances matérielles du moyen âge, du servage et de la féodalité, comme l'indiquait modestement Lénine en 1921. Il en restait un immense héritage positif pour créer la république la plus démocratique de l'histoire et réaliser les prémices d'un régime socialiste. Les contradictions internes du monde ennemi donneront à la Russie soviétique beaucoup plus qu'un répit : de larges possibilités de profiter de la division internationale du travail et de sauvegarder son indépendance subversive en exploitant les rivalités inhérentes à une société basée sur la concurrence. L'avenir dépendrait donc pour une grande

part des héritiers, de l'aptitude de leur parti conquérant à devenir parti constructeur et à associer dans leur grandiose tentative, selon le vœu de Lénine, « la population laborieuse tout entière. » (p. 295-296.)

Les gens qui ont accompli une œuvre de cette envergure en trois ans, au milieu de difficultés sans nombre, qui ont posé ainsi les jalons du socialisme en Russie, loin d'avoir abandonné le programme du socialisme, furent les seuls dans le monde à l'appliquer sans hésitations. Lénine a répondu à l'avance à des reproches des pédants petits-bourgeois que Souvarine reprend :

« Certes, le manuel rédigé d'après Kautsky fut très utile à son heure. Mais il est temps, en vérité, de renoncer à l'idée que ce manuel aurait prévu toutes les formes de développement de l'histoire mondiale ultérieure. Ceux qui le pensent, il serait opportun de les déclarer tout bonnement des imbéciles. » (« Sur notre révolution, Lénine, Marx, Engels, marxisme », p. 288.)

(La fin de cet article paraîtra au prochain numéro.)

G. SERRET. — Le problème agraire et paysan devant le corps enseignant (1).

Le rapport du camarade Serret au congrès d'Angers (1935) contient une documentation précieuse et bien présentée sur la crise agraire en France, sur l'émprise des organisations réactionnaires et fascistes sur la paysannerie, des conseils judicieux, basés sur l'expérience personnelle, sur la propagande révolutionnaire à la campagne. Elle mérite d'être lue par tous les militants qui s'intéressent à la question paysanne, quel est donc le militant ouvrier qui peut s'en désintéresser ?

Nous voulons formuler quelques critiques sur le côté doctrinaire de la brochure. Dans son explication de la crise agraire, le camarade Serret invoque les quatre causes suivantes, par ordre croissant d'importance : accroissement du parasitisme des intermédiaires, fraudes érigées en système, surproduction agricole et sous-consommation due à la crise industrielle. C'est la dernière cause qui est, selon lui, la cause décisive, la crise industrielle ayant engendré la crise agraire. Le camarade Serret met en doute la surproduction agricole, en ce qui concerne la France tout au moins « quand tant de malheureux ne peuvent ni manger à leur faim, ni se vêtir convenablement » (page 12).

La surproduction dans le régime capitaliste n'est jamais une surproduction absolue par rapport aux besoins, mais une surproduction relative par rapport au pouvoir d'achat des populations laborieuses. Dans ce sens la crise industrielle et la crise agraire, en France comme ailleurs, ont la même cause : « l'opposition entre la misère, la limitation du pouvoir de consommation des masses, et la tendance de la production capitaliste à multiplier les forces productives comme si celle-ci avaient pour seule limite l'étendue absolue de la consommation dont la société est capable » (Marx). Il est donc erroné de considérer l'industrie comme la seule source de la crise ; on ne peut d'ailleurs examiner cette question en isolant la France de l'économie mondiale comme le fait Serret.

Or, la crise agraire chronique sévit dans le monde depuis la fin de la guerre, elle a touché tous les pays et toutes les branches de l'agriculture (voir à ce sujet le chapitre III du livre de Varga sur la crise). Il y a une interpénétration entre les deux crises : agraire et industrielle, qui portent toutes les deux, malgré l'extension de la petite production dans l'agriculture, le caractère capitaliste.

Le camarade Serret se laisse influencer par les bobards des économistes

(1) « Ecole Emancipée », Saumur. 40 p. (1 fr. 50).

bourgeois sur « le caractère artificiel », dérivé de la crise agraire, c'est pourquoi il parle de la responsabilité « des gros viticulteurs, des gros producteurs dans la crise » (p. 16), comme s'il s'agissait de la technique de la production et non pas de son caractère capitaliste.

Dans la partie constructive de sa brochure, Serret affirme « l'identité des intérêts des paysans avec ceux des autres travailleurs » et préconise « un vaste congrès des masses paysannes victimes de la crise » (p. 23) quoique, quelques pages plus haut, il considère que les petits et moyens propriétaires appartiennent à la classe capitaliste (p. 8). Devons-nous donc rassembler les éléments capitalistes et les organiser ?

En réalité, tous les paysans ne sont pas capitalistes, les paysans pauvres et moyens appartiennent à la petite bourgeoisie, ils sont en même temps (cela concerne surtout les paysans moyens) travailleurs et exploités, pendant que les gros paysans appartiennent à la bourgeoisie. Le rôle du prolétariat est de favoriser la différenciation au sein de la paysannerie entre les éléments capitalistes ennemis du prolétariat et du socialisme, et les paysans pauvres et semi-prolétaires de la campagne qu'il faut et qu'on peut gagner à la cause du socialisme. Quant aux paysans moyens, le prolétariat doit tâcher de les « neutraliser », la révolution socialiste apportera une amélioration immédiate à leur situation. Le mot d'ordre agrarien « revalorisation des prix » que Serret reprend du programme de la C.G.P.T. sans critiques contribue, au contraire, à ressouder le Front Paysan, l'hégémonie de la bourgeoisie agricole à la campagne.

Le camarade Serret consacre le dernier chapitre de sa brochure au problème paysan au lendemain de la révolution. Il s'oppose catégoriquement à toute remise de la terre des hobereaux aux paysans, pour des raisons économiques. On n'a pas le droit de se limiter à cet aspect du problème et oublier le facteur décisif : l'intérêt de la révolution, auquel il faut subordonner toutes autres considérations.

Le Fascisme et les Paysans (2).

L'idée fondatrice de cette brochure est que le fascisme menace la propriété paysanne et que le rôle du socialisme est de sauver et défendre pour elle-même « la petite et moyenne propriété rurale ». L'auteur déplore la disparition de la propriété parcellaire et les progrès du capitalisme à la campagne, « la fin dernière du marxisme étant, selon lui, non pas tant la socialisation des moyens de production, mais la réintégration des travailleurs dans la condition humaine » (p. 15). L'argument au point de vue économique, les petites entreprises paysannes constituent « une monstruosité technique », n'arrête pas l'auteur, car, « c'est pour des raisons de principe et pour leur valeur humaine » qu'il défend la propriété paysanne (p. 24, 42).

Il est facile de se convaincre, en comparant cette conception à celle de Marx et Engels (voir l'article « Le nouveau Programme agraire du P. C. », dans ce numéro de « Que Faire ? ») que nous ayons affaire ici avec une conception anti-marxiste et utopique se posant comme but le maintien de la propriété paysanne condamnée à la disparition par l'évolution économique. Dans la mesure où l'agrarisme et le fascisme représentent le mouvement réactionnaire de la petite bourgeoisie enragée, ils se posent les mêmes buts utopiques et ce n'est pas sur ce terrain que le prolétariat peut et doit engager la lutte contre eux.

(2) Comité de Vigilance des Intellectuels. Paris, 1935. 64 p. (2 fr.).

Cette conception est à la base du « nouveau » programme agraire du P. C., elle est destinée à se substituer à la « vieille » théorie marxiste. Et pourtant, les intellectuels antifascistes sont plus à gauche que les dirigeants du P. C. Ils critiquent justement la conception agrarienne de la classe paysanne conçue en bloc (p. 17), ils rejettent la politique aveugle de prétendue défense de l'agriculture (p. 12), etc...

Tout en reconnaissant le caractère utopique du programme petit-bourgeois des intellectuels antifascistes qui expriment les aspirations de la paysannerie moyenne et petite, qui veut collaborer avec les ouvriers, il serait faux de ne pas entrevoir, derrière cet utopisme, des tendances progressives, la possibilité d'une action commune avec eux contre la bourgeoisie et son Etat. Mais le rôle des ouvriers avancés est de soumettre à la critique les théories petites-bourgeoises, de dissiper des illusions réactionnaires sur le retour vers le passé, vers la période précapitaliste, et non pas s'en emparer pour en faire la base des programmes démagogiques. En procédant de la sorte les dirigeants du P. C. rendent le pire service à la cause du prolétariat et à la cause du socialisme à la campagne, sans apporter de remèdes à la paysannerie.

PARSAL. — La crise et la grève des vendangeurs du Midi (3).

Cette brochure contient l'intéressant discours de Parsal, secrétaire de la Fédération unitaire de l'Agriculture, au 8^e Congrès de la C.G.T.U. Parsal se limite à quelques remarques élémentaires sur la crise agraire, qu'on trouvait hier dans toute la presse ouvrière révolutionnaire, mais qui sonnent aujourd'hui comme un acte d'accusation contre le « nouveau » programme agraire du P. C.

Parsal dénonce le mensonge « des intérêts de la viticulture en général » ; ce ne sont, en réalité, que « les intérêts des gros vinassiers » (p. 14). Que dire dans ces conditions, de la défense de l'agriculture française par le P. C. ?

Il montre que « l'agriculture ne forme pas une classe uniforme, qu'il y a dans son sein des exploités et des exploités » (p. 10). Il oppose au front paysan qui veut allier les ouvriers avec leurs patrons, l'alliance des ouvriers agricoles, « l'élément sur lequel nous devons nous appuyer dans les campagnes », avec les petits vigneron et la petite paysannerie (p. 13). Il n'y a rien de commun entre cette politique de classe à la campagne et la politique « du sauvetage de l'agriculture par l'union de tous les paysans », préconisée par le P. C. et le Front Populaire.

La description de la grève victorieuse des vendangeurs du Midi est trop sommaire pour qu'on puisse en tirer des enseignements nécessaires.

(3) Editions de la C.G.T.U., 16 p. (0 fr. 50).

« Par la tactique réformiste nous ne « renforçons » pas, mais nous affaiblissons la probabilité, la possibilité et la réalisation proche des réformes. Car la véritable force qui engendre les réformes, c'est la force révolutionnaire du prolétariat, sa conscience, son unité, sa volonté implacable de lutte. » — (Lénine.)

« L'union de la lutte quotidienne avec la révolution, tel est le grand problème du mouvement social-démocrate qui doit logiquement se frayer sa voie entre les deux écueils suivants : l'abandon du caractère dans le mouvement réformiste bourgeois, l'anarchisme et l'opportunisme. » — (Rosa Luxembourg.)

BOITE AUX LETTRES

Les lettres et extraits de lettres, paraissant dans cette rubrique, n'engagent que leurs auteurs (N. D. L. R.).

Quelques critiques et suggestions rédactionnelles. Les articles sont, en général, trop longs et englobent souvent plusieurs sujets. En général, les articles signés « Que Faire » sont nets quoique eux aussi un peu longs. Du point de vue de la présentation il est indispensable de séparer plus nettement la « Tribune de Discussion » du reste du texte, car le lecteur, saisi par l'intérêt du sujet traité, passe le petit chapeau « Tribune de Discussion » et est frappé par le caractère contradictoire de certains articles, ce qui est normal à condition que ledit lecteur sache à l'avance que cette partie de la revue est réservée à la discussion.

C. B. (Paris).

... Je trouve la revue un peu lourde, un peu serrée, massive. Elle ne peut s'adresser qu'à des militants avertis et que l'étude ne rebute pas. A mon avis, c'est peut-être une erreur, il faudrait surtout penser aux militants, nombreux, qui n'ont pas le loisir de lire et qui doivent trouver en des articles courts, clairs, imprimés en caractères bien lisibles, l'essentiel de la documentation.

E. A. (Ardèche).

Il faut publier dans la revue le plus possible de notes sur la vie du Parti. C'est ça les preuves qu'il existe un courant oppositionnel dans le P. C., et que notre revue peut l'organiser, cela déterminera un grand nombre de camarades à nous suivre. Quand nous pourrons faire paraître chaque mois 3 ou 4 comptes-rendus de conférences comme celle de Nice (n^o 9-10), nous pourrions dire que nous existons dans le Parti.

Les tracts, réussis, en général, mais encore trop longs. La moitié du texte pourrait suffire, car il faut que les ouvriers puissent le suivre. Il faudrait en tirer chaque mois, en faire, en quelque sorte, sur une ou deux questions, un tirage populaire de la revue.

A. C. (Yonne).

A mon avis, nous devons nous présenter aux membres du parti réellement décidés à rénover le parti, et une des questions qu'il faut envisager pour y arriver, c'est la question d'organisation du parti, sa politique de cadres, l'autorité des dirigeants transformés en maîtres, puis en génies. Il serait bon de faire la critique de cette organisation trop lourde ; nous devons aussi envisager une politique qui excluerait de nos rangs et surtout de la direction ceux qui veulent des places et qui s'y maintiennent à n'importe quel prix. Il faut qu'il y ait le moins de permanents et de fonctionnaires possible, car cette armée arrive à confondre ses intérêts avec ceux du parti et ensuite de la classe ouvrière. Ce n'est pas avec un parti de ce genre que nous pourrions être sûrs que le pouvoir après la révolution sera le pouvoir de la classe ouvrière et non d'un groupe d'individus.

C. R. (Nice).

Le Gérant : E. M. Tête d'Homme.



Impressions Modernes, 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10^e)

ERRATUM

Dans la Revue de Presse de notre dernier numéro (n° 12) une erreur typographique de mise en page a mélangé deux notes. Nous prions nos lecteurs de rétablir ainsi :

Dans la note « Les Manifestations du Sectarisme », après le premier alinéa, vient la partie suivante qui a sauté :

Thorez combat Blum non pas à cause du caractère verbal de ses « déclarations révolutionnaires » où Blum omet les seuls moyens efficaces pour mettre à raison les banques et les oligarchies financières, c'est-à-dire le renversement de la domination bourgeoise ; où il remplace l'appel à la lutte révolutionnaire de classe par des conseils de patience ou des phrases sur la guillotine. Non ce n'est pas cela que Gitton et Thorez lui reprochent. Ils ont peur, car l'emploi des formules tranchantes à la Léon Blum « risque de couper du Front Populaire une série de gens de la petite-bourgeoisie ». On oppose à Blum non pas les idées communistes mais le programme radical, la satisfaction que « l'unité du parti s'est affirmée avec un éclat rarement égalé » à Wagram (Duclos, « Cahiers », p. 1299).

Adieu, l'insurrection armée.

Marc Rucart, député radical, rapporteur des budgets militaires, qui se situe, selon son propre aveu, à droite de son parti, publie dans « l'Huma » du 10 novembre, un article qui constitue une véritable révélation pour les communistes. Dorénavant, le prolétariat français doit renoncer à toute idée d'insurrection. Dans le temps le peuple avait ce droit, mais depuis un moyen miraculeux l'a remplacé, le bulletin de vote .

La Défense Républicaine

ou

L'offensive révolutionnaire

Une forte brochure
éditée par QUE FAIRE ?
en vue du
8^e Congrès du P.C.F.

Prière de passer les commandes à
QUE FAIRE ?, Impressions Modernes
37, Boulevard de Strasbourg - PARIS X.